



Partenaires sécurité défense

Revue de la coopération de sécurité et de défense



L'ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUPÉRIEUR : UN PILIER DE LA COOPÉRATION STRUCTURELLE

HIGHER MILITARY EDUCATION:
A PILLAR OF STRUCTURAL
COOPERATION

Juin 2015

276

Ministère des Affaires étrangères et du Développement international

Direction
de la coopération
de sécurité et de défense

57, boulevard des Invalides – 75700 Paris
Tél. : 01 43 17 94 24

E-mail : contact.dgp-dcsd@diplomatie.gouv.fr

Site internet :

www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense

Directeur de la publication :

Vice-amiral d'escadre Marin Gillier

Rédacteur en chef :

Commandant Caryl Talma

Contributeurs :

Colonel Patrick Bengler

Lieutenant-colonel Jean-Michel Blaudez

Lieutenant-colonel Philippe Bocquet

Lieutenant-colonel Alexis Bourges

Lieutenant-colonel Gilles Burel

Lieutenant-colonel Tanguy Eon-Duval

Capitaine de frégate Vincent de Crayencour

Lieutenant-colonel Yannis Destable

Lieutenant-colonel Jean-Christophe Dumont

Colonel Xavier Paillot

Monsieur Maxime Poissonnier

Colonel Xavier Portail

Monsieur Cyril Robinet

Monsieur Stéphane Rostiaux

Madame Ruby Sandhu-Rojon

Colonel Stephan Samaran

Madame Pascale Trimbach-Rognon

Capitaine de corvette Jean-Baptiste Trouche

Capitaine de frégate Agathe Vasselin

Conception graphique :

© Maquette DILA

Impression :

DILA

Crédits photos :

© MAEDI, ministère de la Défense, (p12, 13, 26) EMA cellule communication, (p7) UN Photo-Albany Associates, (p13) ADC Monnier-DEMS, (p22) Cici Olsson-Shadows-OIF, (p23) Giacomo Pirozzi-UNDP, (p27) Cordaid- UNDP, (p30) UE EC ECHO François Goemans.

Avertissement au lecteur :

« En application de la loi du 11 mars 1957 (art. 41) et du code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur. »

© Direction de la coopération de sécurité et de défense
ISSN : 2118.0911

Sommaire/Summary

L'enseignement militaire supérieur : un pilier de la coopération structurelle

Higher Military Education: a Pillar of Structural Cooperation

03 ÉDITO/ Editorial

DOSSIER CENTRAL

04 L'enseignement militaire supérieur
au cœur des préoccupations de la DCSD
Higher Military Education at the Heart of DCSD Concerns

06 L'École supérieure internationale
de guerre de Yaoundé
Yaoundé International War College

09 L'École d'état-major de Libreville :
une école de formation africaine
des officiers au service des opérations
Libreville Staff College: an African School for Training Officers
for Operations

12 L'École de guerre de Paris
Paris War College

14 L'École d'état-major de Saumur
Saumur Staff College

15 L'Institut supérieur d'études de protection civile (ISEPC)
High Institute for Civil Protection Studies (ISPEC)

18 Formation des cadres de Police étrangers :
l'ENSP au carrefour du monde
Training of Foreign Senior Police Officers: the ENSP at a Global Crossroads

DOSSIERS D'ACTUALITÉ

19 Appui à la coopération transfrontalière au Sahel (ACTS)
Action for Transborder Cooperation in Sahel (ACTS)

24 Création de l'Institut de sécurité maritime interrégional
(ISMI) en République de Côte-d'Ivoire
Creation of the Inter-regional Maritime Security Institute (ISMI)
in the Republic of Côte-d'Ivoire

26 Le G5 Sahel : naissance d'une coopération régionale
pragmatique orientée vers la défense d'intérêts
communs
The G5 Sahel: Pragmatic Regional Cooperation to Defend Common Interests

28 Enjeux de coopération en Asie
Cooperation Challenges in Asia

29 DCSD et soutien aux exportations : création de la SLE
DCSD and Support to Enterprises: Creation of the SLE

RÉFLEXIONS

30 La coopération de sécurité de défense du XXI^e siècle
Security and Defence Cooperation in the 21st Century



À l'heure où le ministère des Affaires étrangères et du développement international choisit de se tourner résolument vers les enjeux de demain, en lançant une consultation sur la diplomatie du XXI^e siècle, la Direction de la coopération de sécurité et de défense réfléchit, à son niveau, aux solutions que la coopération sera en mesure de proposer face aux défis qui s'annoncent.

Cette coopération intervient dans un monde du XXI^e siècle paradoxalement plus intégré et plus instable que jamais : plus intégré sous l'effet des interdépendances des sociétés, du progrès des idéaux démocratiques, de la prise de conscience d'enjeux communs à l'Humanité ; plus instable compte tenu des nouveaux risques systémiques, des effets déstructurants de la mondialisation qui profitent également aux terroristes et aux criminels.

L'État reste un acteur central de la stabilité internationale. Il protège la population sur l'ensemble de son territoire, parce que la sécurité est la première des libertés. La DCSD accompagne les gouvernements des pays partenaires qui le souhaitent dans cette mission essentielle, en œuvrant au renforcement des politiques publiques, dans le cadre d'une bonne gouvernance et en lien avec les actions de développement. C'est dans le sens de ce continuum sécurité-développement-gouvernance qu'intervient notamment le projet ACTS, auquel notre revue a consacré le numéro précédent, et qui a engrangé depuis son lancement en février un soutien international toujours plus large.

La DCSD entend également répondre aux défis de demain à travers une amélioration permanente de ses programmes de formation. L'enseignement militaire supérieur (EMS), auquel est consacré le dossier central de ce numéro, constitue à cet égard un pilier majeur dont l'objectif est de former des officiers étrangers en France et dans des écoles spécialisées partout dans le monde. Cette formation est proposée à deux niveaux. Le premier (dit EMS 1) s'adresse à l'échelon de mise en œuvre et concerne l'École d'état-major (EEM) de Saumur dont l'effort est porté sur l'enseignement tactique, et l'EEM de Libreville dont la très grande diversité des stagiaires, issus de plus de 17 pays d'Afrique, constitue une richesse. Le second s'adresse à l'échelon de conception (EMS 2) : l'École de guerre, à Paris, qui accueille cette année 95 stagiaires issus de 63 pays, et l'ESIG de Yaoundé, qui privilégie en 2015 la thématique de l'interopérabilité dans un cadre multinational.

Enfin, la DCSD a créé une nouvelle structure, la Section Liaison Entreprises (SLE), dont l'objectif est notamment de promouvoir une meilleure communication entre l'administration et l'entreprise, pour répondre au plus près aux attentes et sollicitations des partenaires. En cela, la DCSD rappelle son engagement à faire face aux grands enjeux de sécurité et de défense dans une vision large, précise et adaptée aux priorités énoncées par ses partenaires.

Le vice-amiral d'escadre **Marin Gillier**,
Directeur de la Coopération de Sécurité et de Défense

At a time when the Ministry of Foreign Affairs and International Development has chosen to focus firmly on future issues by launching a consultation on the 21st Century diplomacy, the Directorate of Security and Defence Cooperation (DCSD) is able to propose solutions as a response to the forthcoming challenges.

This cooperation is taking place in a 21st Century world that paradoxically is more integrated and more instable than ever: more integrated due to the interdependence of societies, the progress of democratic ideals, the increased awareness of the common issues for Humanity; a more unstable world according to the new systemic risks and the structure-breaker effects of globalisation that also benefit to terrorists and criminals.

The State acts as a key actor for international stability. It protects the population throughout the entire territory because related to freedoms, security is the most important. DCSD provides a helping hand to governments of willing partner countries in this essential mission, by working to strengthen public policies, within the framework of good governance and in connection with development actions. The implementation of this security-development-governance continuum relies especially on the ACTION for Transborder cooperation in Sahel (ACTS) project which was mentioned in our last issue and that has garnered ever-wider international support since its launch last February.

DCSD also intends to meet tomorrow's challenges by constantly improving its training programmes. The Higher Military Education (HME), the main focus of this issue, is in this regard a major pillar whose objective is to train foreign officers in France and in specialised institutions throughout the world. This training is offered at two levels. The first Centre (called HME1) concerns the Saumur Staff College (EEM) whose effort focuses on tactical command training, and Libreville Staff College whose very large diversity of trainees from more than 17 African countries is a real asset. The second Centre aims on conception (strategic level) (HME2): Paris War College, which welcomes 95 trainees this year from 63 countries, and Yaoundé International War College, which is focusing in 2015 on the interoperability thematic within a multinational framework.

Lastly, DCSD created a new structure, the Section Liaison Enterprises (SLE), whose objective is to promote a better communication between the administration and enterprises, to meet both expectations and partners' requests as effectively as possible. In doing so, DCSD recalls its commitment to address major security and defence issues in a broad vision, specific and adapted to the priorities set out by its partners.

L'ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUPÉRIEUR AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS DE LA DCSD

Dans le cadre des actions pilotées et mises en œuvre par le ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) avec les pays partenaires dans le domaine de la coopération structurelle, la Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) assure un rôle majeur dans l'élaboration et la conduite de ces projets. La formation étant au cœur du métier de la DCSD, l'enseignement militaire supérieur (EMS) constitue un pilier majeur, notamment dans le cadre de la formation des officiers étrangers en France ou dans les écoles spécialisées en Afrique. L'EMS constitue l'ultime étape du continuum de la formation de ces officiers.

En effet, sur l'ensemble de leur carrière, les officiers bénéficient d'une formation continue leur permettant d'évoluer en terme de responsabilités et de s'adapter aux changements incessants de leur environnement soumis entre autres à la mondialisation. Le cadre général dans lequel évoluent les officiers supérieurs se situe le plus souvent dans un état-major où en administration centrale. La compréhension des grands enjeux géopolitiques et stratégiques ainsi que l'acquisition de méthodes deviennent une nécessité. C'est tout le travail des écoles d'état-major et des écoles de guerre qui dispensent l'EMS de niveau 1 (EMS1) pour l'échelon de mise en œuvre et l'EMS de niveau 2 (EMS2) pour celui de la conception.



L'EMS1 et l'EMS2 répondent avant tout à un besoin général exprimé par les armées et les organisations internationales. La structuration des armées nationales, la montée en puissance des états-majors multinationaux et la multiplication des opérations de maintien de la paix (OMP) font émerger un besoin important d'officiers diplômés et d'officiers brevetés¹. C'est ce qui a poussé la France à développer l'EMS pour ses officiers mais également pour ceux des pays partenaires souhaitant doter leurs armées d'officiers capables de s'insérer dans les opérations multinationales dans de bonnes conditions.

Quatre écoles partenaires de la DCSD assurent ces formations : deux en France et deux sur le continent africain. En France, l'EMS1 est assuré par l'École d'état-major de Saumur et l'EMS2 par l'École de guerre de Paris. Toutes deux accueillent environ un tiers de stagiaires étrangers chaque année. Considéré comme une vraie richesse, le caractère international de ces deux écoles favorise le débat d'idées et le partage d'expérience.

¹ Un officier diplômé est titulaire d'un diplôme de l'EMS1 alors qu'un officier breveté est titulaire d'un brevet de l'EMS2.

HIGHER MILITARY EDUCATION AT THE HEART OF DCSD CONCERNS

As part of actions led and implemented by the French Ministry of Foreign Affairs and International Development (MAEDI) with partner countries in the area of structural cooperation, the Directorate of Security and Defence Cooperation (DCSD) ensures a major role in creating and conducting these projects. As training is the main job of the DCSD, higher military education (HME) is a major pillar, especially when it comes to training foreign officers in France or in specialised colleges in Africa. HME is the last stage in the training of these officers.

Throughout their career, officers receive continuing education that enables them to evolve in terms of responsibilities and to adapt to the constant changes in their environment affected by globalisation among other things. The overall framework in which senior officers evolve is most often in a military staff or in a central administration. Understanding major geopolitical and strategic issues and acquiring methods are becoming essential. This is precisely the work of staff colleges and war colleges offering higher military education level one (HME1) for implementation and higher military education level two (HME2) for conception respectively.

Above all, HME1 and HME2 meet an overall need that has been expressed by armies and international organisations. The structuring of national armies, the increasing importance of multinational staffs and the increase in the number of peacekeeping operations (PKO) have generated a significant need for officers who have earned a HME1 diploma or a HME2 certificate. This is what has led France to develop HME for its officers but also for those of partner countries seeking to train their officers so that they can join multinational operations in the proper conditions.

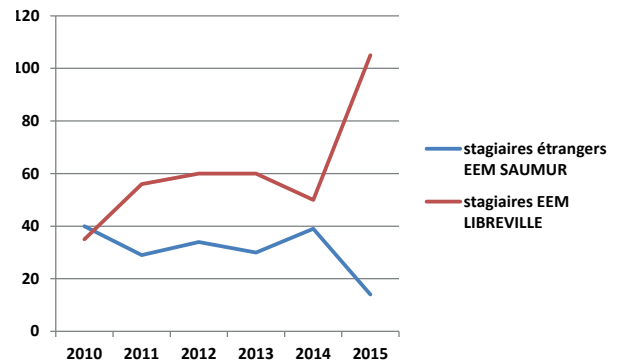
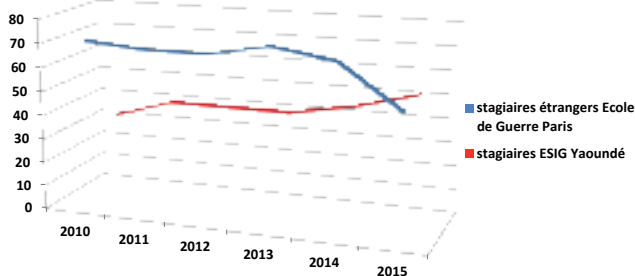
Four partner colleges of the DCSD ensure these training courses: two in France and two in Africa. In France, HME1 is ensured by the Saumur Staff College and HME2 by the Paris War College. Every year, one third of students are foreign in both of these colleges. Considered to be truly beneficial, the international nature of these two colleges is conducive to discussing ideas and sharing experience.

Sur le continent africain, l'École d'état-major de Libreville (EEML) et l'École supérieure internationale de guerre (ESIG) de Yaoundé assurent également ces niveaux de formation. Écoles nationales à vocation régionale (ENVR) appuyées par la DCSD, ces deux écoles fonctionnent grâce à l'investissement significatif de l'État-hôte (respectivement le Gabon et le Cameroun) et accueillent en leur sein une proportion de deux-tiers de stagiaires venant d'autres pays du continent africain. Ce dispositif favorise le dialogue sud-sud.

Pour l'année 2015-2016, 120 stagiaires étrangers de l'EMS1 et 103 de l'EMS2 se formeront aux grands enjeux du monde ainsi qu'aux techniques d'état-major dans ces quatre écoles. L'enseignement repose sur un apprentissage théorique donnant aux stagiaires les outils nécessaires à la conduite des exercices d'application. La baisse de l'offre de stages à Saumur comme à Paris est compensée, pour les pays africains, par la hausse du nombre de stagiaires à Libreville et à Yaoundé. Ces deux dernières écoles réalisent des exercices centrés sur les opérations les plus probablement rencontrées sur le continent africain par les futurs officiers diplômés ou brevetés. Ils seront ainsi par exemple bien armés pour rejoindre les structures de la MINUSMA², de la MINUSCA³ ou d'opérations nationales ou régionales futures voire même les états-majors régionaux des organisations sous-régionales.

Dans chacune de ces deux écoles, un référent EMS1 et EMS2 a en charge l'animation d'un réseau regroupant les écoles d'état-major du continent africain ou les écoles de guerre du continent ou d'ailleurs. Les liens actifs noués avec les « maisons-mères » de Saumur et de Paris conservent à ces réseaux une résonance francophone particulière. Ce réseau favorise l'harmonisation des procédures afin de rendre les états-majors interopérables lors de leurs déploiements.

Ainsi la DCSD, à travers son engagement important dans les structures mises en place et les compétences humaines déployées, permet aux cadres militaires étrangers de suivre des formations de haut niveau. Servant dans leurs armées respectives, ces officiers contribueront ainsi au renforcement de l'État de droit dans leur pays.



In Africa, Libreville Staff College (EEML) and the Yaoundé International War College (ESIG) also provide these levels of training. These two colleges, with are national regionally oriented academies (ENVR) supported by the DCSD, operate thanks to the significant investment of the host countries (Gabon and Cameroon respectively) and two-thirds of their trainees come from other countries in Africa. This initiative encourages South-South dialogue.

For 2015-2016, some 120 foreign trainees in HME1 and 103 in HME2 are being trained in major global issues and staff techniques in these four colleges. Education is based on theoretical learning giving trainees the tools they need to conduct practical application exercises. The decrease in the number of training possibilities offered in Saumur and in Paris is offset for African countries by the increase in the number of trainees in Libreville and in Yaoundé. These two colleges are conducting exercises focused on operations that future officers who receive a HME1 diploma or a HME2 certificate are most like to experience in Africa. They will therefore be well armed to join MINUSMA and MINUSCA structures or those of future national or regional operations and even regional or sub-regional staff organisations.

In each of these two colleges, a HME1 and HME2 point of contact is in charge of moderating a network of staff colleges in Africa or war colleges in Africa or other countries. Active links with the main colleges in Saumur and Paris ensure that these networks have a specific Francophone aspect. This network encourages the harmonisation of procedures in order to render staffs interoperable at the time of their deployments.

Therefore the DCSD, through its considerable commitment in the structures established and human skills deployed, enables foreign military officials to participate in high-level training courses. Serving in their respective armies, these officers will contribute to strengthening the rule of law in their countries.

² Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali.

³ Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine.

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE INTERNATIONALE DE GUERRE DE YAOUNDÉ

Créée en 2005, résultat d'un partenariat bipartite entre le Cameroun et la France depuis sa conception, l'École supérieure internationale de guerre de Yaoundé est l'unique ENVR francophone de formation des élites militaires en Afrique sub-saharienne.

Une scolarité reconnue et qualifiante

L'ESIG forme, durant 11 mois, 45 officiers supérieurs des armées et de la gendarmerie destinés à assumer de hautes responsabilités en particulier dans les états-majors de haut niveau interarmées, interalliés et internationaux. L'objectif de 60 officiers par promotion sera atteint par paliers dès 2016.

Concrétisant l'ultime étape de formation des officiers supérieurs, l'ESIG propose une scolarité exigeante délivrant le seul brevet d'enseignement militaire supérieur (BEMS2) reconnu comme équivalent à celui de l'École de guerre de Paris. La scolarité permet aussi l'acquisition, sur volontariat, d'un MASTER 2 en stratégie et gestion de crise à l'université de Yaoundé limité à 10 % du temps d'enseignement et reste centré sur des problématiques de défense.

Le niveau des officiers stagiaires, sélectionnés par concours ou sur étude de dossiers, est en augmentation constante en particulier grâce à l'homogénéisation de prérequis et à l'effort de préparation en amont (mission d'un des coopérants en poste à l'ESIG).

Un partenariat adapté aux enjeux et ambitions

Premier projet de coopération structurelle de la DCSD en terme d'efforts d'expertise consentis, le partenariat bipartite actuel est équilibré et valorise la complémentarité des compétences d'enseignement et leur appropriation.

La coopération française mobilise sur ce projet 4 officiers brevetés des 3 armées dont un directeur de l'enseignement pleinement intégré dans la chaîne commandement de l'école. Deux des coopérants français exercent une fonction complémentaire valorisante de conseiller technique auprès des chefs d'état-major de l'armée camerounaise (Air et Marine).

En parallèle, un engagement financier permet de maintenir un coût de formation par stagiaire significativement inférieur à celui des autres écoles de guerre, les investissements français étant centrés sur la valorisation des conditions d'enseignement.

YAOUNDÉ INTERNATIONAL WAR COLLEGE

Created in 2005, the result of a two-party partnership between Cameroon and France since its conception, the Yaoundé International War College is the only Francophone ENVR of top military officers in sub-Saharan Africa.

A Recognised Training Course Providing Qualifications

The ESIG trains 45 senior officers in armies and the gendarmerie in an 11-month course so that they can assume senior responsibilities in joint, inter-allied and international high-level staffs. The objective of 60 officers per training course is to gradually be achieved in stages starting in 2016.

In the last stage of senior officer training, the ESIG offers a demanding course awarding the only higher military education certificate (HMEC2) that is recognised as the equivalent to that of the Paris War College. With the training course, participants can also earn, on a voluntary basis, a MASTER 2 in strategy and crisis management at the University of Yaoundé limited to 10% of the course time and remains centred on defence problems.

The level of officer trainees, selected on the basis of competitive competitions or applications, is constantly increasing thanks to the alignment of prerequisites and to preparation efforts upstream (mission of one of the cooperation workers posted at the ESIG).

A Partnership in Line with Issues and Ambitions

The leading structural cooperation project of the DCSD in terms of agreed expertise efforts, the current two-party partnership is balanced and showcases complementary training and ownership skills.

French cooperation has mobilised four officers who were awarded certificates from three armies including a training director who is fully integrated in the chain of command of the College. Two of the French cooperation workers take on an additional role of technical advisor to the chiefs of staff of the Cameroonian Armed Forces (Air and Marine).

Additional funds keep the training cost per trainee significantly lower than that of other war colleges, French investments being focused on developing training conditions.





Le référent EMS2

Désignée comme pôle d'excellence et référence de l'enseignement supérieur de second degré en Afrique sub-saharienne, l'ESIG a créé en 2011 le poste de référent EMS2. Fruit d'une volonté bilatérale franco-camerounaise, cette fonction est tenue par un officier français breveté de l'école en sortie de scolarité de l'ESIG. Il entretient des échanges permanents avec les écoles de guerre du continent qui le souhaitent afin de faire rayonner le savoir-faire français.

Enseignant et garant du respect des règles méthodologiques exigées à l'ESIG, il est tout d'abord chargé de constituer et diffuser la documentation de référence pour le concours d'entrée en s'appuyant sur le site internet de l'école (www.esig.cm), qu'il participe à animer et à moderniser. Point de contact privilégié des candidats au concours d'entrée, il prépare les candidats camerounais et étrangers (*in situ*) aux épreuves écrites et orales.

Chargé d'enseignement au sein de l'encadrement de l'ESIG et expert de domaine, il dispense d'autre part les cours spécifiques « Terre » aux stagiaires de la promotion en scolarité.

Enfin, le référent EMS 2 assure une partie de l'enseignement opérationnel et accompagne les stagiaires dans leur apprentissage de la Méthode Globale de Planification Opérationnelle en supervisant, en tant que mentor, le travail des groupes au cours des cinq exercices majeurs de planification et de conduite.

Une exigence d'employabilité et d'interopérabilité

Fil directeur, le contenu de l'enseignement est centré sur l'environnement d'emploi et les missions les plus probables des officiers stagiaires en Afrique au niveau national comme international. De ce fait, l'effort est porté sur l'interopérabilité en opération multinationale et la réflexion sur les missions et capacités des forces de sécurité et de défense africaines.

La pédagogie de l'école de guerre est participative, valorisant les expériences passées et les compétences interarmées des stagiaires. La restitution pratique des enseignements académiques et la valorisation du travail de groupe ou en simulation d'état-major sont supervisées en proximité par les cadres mentors camerounais et français (53 % de l'enseignement en situation).

HME2 Point of Contact

Considered to be a centre of excellence and leading school of higher military education level two in sub-Saharan Africa, the ESIG created the post of in 2011. In line with the bilateral desire of France and Cameroon, this post is held by an French officer of the college who has earned his certificate upon completion of the ESIG training course. This officer is in constant communication with willing war colleges in Africa in order to promote outreach of French expertise.

As an instructor who ensures compliance with the methodological rules required at the ESIG, he is first responsible for compiling and disseminating reference documentation for the competitive entrance examinations using the college's website (www.esig.cm), which he helps operate and update. As a special point of contact for applicants participating in the competitive entrance examinations, he prepares Cameroonian and foreign (*in situ*) applicants for the written and oral examinations.

In charge of teaching in the ESIG and an expert in the area, he also teaches specific "land" courses to trainees.

Lastly, the HME2 point of contact ensures a portion of operational training and accompanies trainees in their learning of the Overall Operational Planning Method by supervising, as a mentor, working groups during five major planning and conduct exercises.

A Requirement for Employability and Interoperability

The content of the training is mainly centred on the environment of employment and the most probable missions of officers training in Africa, whether they are national or international. Accordingly, effort is focused on ongoing multinational interoperability and reflection on the missions and capabilities of African security and defence forces.

War college educational methods are participatory, building on past experiences and joint skills of trainees. The practical reconstitution of academic courses and the development of group or staff simulation work are supervised locally by Cameroonian and French senior official mentors (53% *in-situ* training).



Érigée en centre d'excellence CEEAC depuis fin 2013, l'ESIG contribue directement à l'architecture régionale de sécurité et de gestion des crises en formant annuellement lors de séminaires une centaine de décideurs militaires et civils de la sous-région en méthodologies de commandement et planification des opérations.

Un réseau professionnel et humain

L'ESIG a su créer et animer un réseau des anciens de l'ESIG à partir des 300 officiers supérieurs dont 100 camerounais formés en 10 ans d'existence.

L'ESIG participe aussi activement au réseau des écoles de guerre francophones (2008). Elle exerce un rôle de référence et d'appui aux projets de création d'autres écoles de guerre sur le continent.

Enfin, l'ESIG a intégré fin 2013 le réseau des établissements francophones en matière de maintien de la paix et valorise l'emploi de la langue française sur le continent (5 anglophones en moyenne par promotion).

L'ESIG symbolise l'ambition d'appropriation des enjeux de sécurité par les pays africains et la constante adaptation de l'appui et de l'expertise apportés par la France.

Témoignage du Chef de bataillon NANA NJOMO Paulain

Stagiaire de l'ESIG



« Ma présence à l'École supérieure internationale de guerre de Yaoundé constitue un aboutissement professionnel, me préparant à être employé sur des postes de responsabilité supérieure et à être d'emblée performant sur les théâtres d'opération sur le continent africain.

La diversité et la qualité reconnue des intervenants, universitaires

comme militaires, garantit aux stagiaires une expertise solide et adaptée dans les domaines de la géopolitique internationale, de la stratégie et de la planification d'opérations multinationales de grande ampleur.

L'exceptionnelle dimension interarmées et internationale de l'ESIG offre un environnement d'échange et d'enrichissement mutuel. Elle reproduit l'environnement d'emploi en opérations et nous permet de tisser, par l'effort, un réseau professionnel et d'amitié reconnue.

Nous disposerons ainsi, dès la fin de notre scolarité, de tous les outils nécessaires pour nous approprier et relever ensemble les considérables défis sécuritaires de notre génération. »



Built in the CEEAC centre of excellence since late 2013, the ESIG directly contributes to the regional security and crisis management architecture by annually training at seminars some one hundred military and civilian decision makers in the sub-region in command and operation planning methodologies.

A Professional and Human Network

The ESIG has been able to create and moderate a network of ESIG alumni with 300 senior officers, 100 of whom are Cameroonians who have been trained over the 10 years the college has existed.

The ESIG also actively participates in the Francophone war college network (2008). It plays a leading role in providing support to projects to create other war colleges in Africa.

Lastly, the ESIG integrated the network of Francophone peacekeeping institutions in late 2013 and promotes the use of the French language in Africa (five English speakers on average per year).

The ESIG symbolises ambition for African countries' ownership of security issues and efforts of France's support and expertise to constantly adapt.

Testimonial of a ESIG Trainee

« My attending the Yaoundé International War College was an important step in my career preparing me to be employed in posts with higher responsibility and to be effective from the outset in theatres of operation in Africa.

The recognised diversity and quality of participants, university students as well as military officers, guarantees trainees that they will gain solid and adapted expertise in the areas of international geopolitics, strategy and planning of large-scale multinational operations.

The exceptional joint and international dimension of the ESIG provides an environment of mutual exchange and enrichment. It reproduces the environment of employment in operations and allows us to build through our efforts a professional network and recognised friendship.

We will thus have at the end of our training all the tools we need to own and meet together the considerable security challenges of our generation. »

Battalion Commander, Paulain Nana Njomo

L'ÉCOLE D'ÉTAT-MAJOR DE LIBREVILLE : UNE ÉCOLE AFRICAINE DE FORMATION DES OFFICIERS AU SERVICE DES OPÉRATIONS



Depuis près de quinze ans, l'École d'état-major de Libreville (EEML) a formé plus de 500 officiers issus de 21 pays. Issue du partenariat entre la France et le Gabon, elle s'est imposée en étape incontournable dans le cursus de formation des officiers du continent. En évolution constante, et grâce à une réforme récente, elle répond pleinement aux besoins de formation du premier niveau de l'Enseignement militaire supérieur (EMS1) en accueillant depuis la rentrée 2014 plus de cent officiers par an, sélectionnés pour suivre une formation exigeante. Après 19 semaines de stage, l'école fournit des officiers aptes à intégrer des états-majors opérationnels.

Des officiers maîtrisant leur environnement

Les savoir-faire techniques acquis au cours des quatre mois d'instruction offrent non seulement à des stagiaires formés sur tout le continent la possibilité d'harmoniser leur culture militaire et leurs méthodes de travail, mais leur permettent également d'acquérir un niveau de qualification qui couvre tout le spectre des connaissances nécessaires à un officier d'état-major, faisant de ces cadres des conseillers avertis, ouverts et rompus au travail collaboratif. Sensibilisés aux problématiques d'action de l'État en mer (AEM) ou de droit international humanitaire (DIH), ils sont au cœur des enjeux du moment. Ces officiers se distinguent en particulier par leur capacité d'analyse et leur aptitude à proposer des solutions cohérentes aux problèmes des états-majors.

Une formation tactique pertinente

Les deux tiers du temps de formation étant consacrés à l'enseignement tactique et à la mise en application de ces connaissances au travers de thèmes réalistes et représentatifs des crises actuelles, les stagiaires de l'EEML acquièrent rapidement les réflexes indispensables dont ils auront besoin dans leurs futures fonctions d'officiers en Centre Opération. Amenés à servir au sein de l'ensemble des cellules d'un état-major de brigade interarmes (BIA), lors d'exercices de conduite réalistes et adaptés au continent africain, ils apprennent à maîtriser l'environnement interarmes et interarmées. Ils mettent alors en œuvre, en temps réel, l'ensemble des méthodes et techniques acquises pour mieux percevoir la complexité des opérations et des défis qu'imposent les crises contemporaines.

LIBREVILLE STAFF COLLEGE: AN AFRICAN SCHOOL FOR TRAINING OFFICERS FOR OPERATIONS

For close to 15 years, the Libreville Staff College (EEML) has trained more than 500 officers from 21 countries. Resulting from a partnership between France and Gabon, it has become an essential stage in the officers' training in Africa. In constant evolution, and thanks to a recent reform, it fully meets the training needs of the higher military education level one (HME1) with more than one hundred officers participating a year since 2015 chosen for demanding training. Following 19 weeks of training, the officers who graduate from the College are able to join operational staffs.

Officers Mastering their Environment

Technical expertise acquired over the four months of education not only offers trainees all over Africa the possibility to harmonise their military culture and their working methods, but also enables them to acquire a level of qualification covering the whole range of necessary knowledge for a staff officer, turning these senior officials into qualified advisors who are experienced, open and well versed in collaborative work. Sensitised to problems related to state action at sea or international humanitarian law, they are at the heart of current issues. These officers stand out for their ability to analyse and to propose coherent solutions to military staff problems.

Relevant Tactical Training

Since two-thirds of the training time is devoted to tactical training and applying this knowledge with realistic themes and real crisis simulations, the EEML trainees swiftly acquire the essential reflexes they will need in their future officer duties in an Operations Centre. Serving in units of a combined brigade (BIA) staff during realistic exercises that are conducted and adapted to the African continent, they learn to work in a joint and combined environment. They then implement, in real time, all the methods and techniques acquired to better understand the complexity of the operations and challenges today's crises generate.

Témoignage du lieutenant-colonel RAKOTONDRA SOA Hajarizaka Norbert (14^e Promotion EEML)

Adjoint au Chef du Service des Relations internationales au Ministère de la Défense Nationale, Instructeur à l'École d'état-major de l'armée Malagasy (MADAGASCAR)



« Dans le cadre du partenariat de la France avec les États d'Afrique francophone, l'École d'état-major de Libreville (EEML) figure parmi les pôles d'excellence en matière de formation d'officier d'état-major au niveau national ou multinational, ainsi que dans le domaine des opérations de maintien de la paix. Elle permet d'acquérir les savoir-faire techniques et tactiques avec des études des problématiques adaptées aux spécificités africaines.

La 14^e promotion rentrée en septembre 2014 était la première à profiter des nouvelles dispositions améliorant le cursus académique, tout en s'adaptant aux directives du commandement et à l'évolution de l'environnement.

De retour dans mon pays, à Madagascar, étant désigné comme Adjoint au chef du Service des relations internationales près le ministère de la Défense, j'ai également été sollicité pour étoffer le pool d'instructeurs tactiques à l'École d'état-major de l'armée Malagasy, située dans la capitale Antananarivo.

À cet égard, il convient de souligner que la pertinence des modules et la qualité pédagogique de la formation dispensée à l'EEML m'ont permis de prendre de la hauteur en pleine expérience professionnelle et de repositionner ma méthode de travail. En effet, avec la valeur ajoutée de cette formation, je me sentais d'emblée opérationnel et apte à répondre au mieux aux attentes des stagiaires, en leur inculquant les connaissances fondamentales indispensables pour aborder correctement l'étude des techniques et des procédés tactiques en état-major. Parmi celles-ci on peut citer l'initiation aux techniques de travail collectif et l'aptitude à appliquer les méthodes d'élaboration des décisions opérationnelles (MEDO) et le processus de planification opérationnelle, avant de conduire une manœuvre interarmes basée sur deux modes opératoires (coercition et maîtrise de la violence), ainsi qu'à rédiger les différents documents opérationnels appropriés.

Outre l'excellence des moyens pédagogiques et des infrastructures dont l'EEML dispose actuellement, ce stage m'a également offert une grande opportunité de tisser, au travers du brassage et du partage d'expérience, des liens d'amitié et d'entraide tant avec mes camarades de promotion issus de 17 nationalités différentes, qu'avec l'encadrement franco-gabonais. Cela reflète indéniablement l'un des principaux défis à relever conjointement par la France et ses pays partenaires francophones du continent dans le cadre du concept de l'ENVR, démarche parmi tant d'autres visant à stabiliser l'Afrique.

Ainsi, malgré la complexité des enjeux auxquels l'EEML se voit aujourd'hui confrontée, la qualité de l'instruction dispensée fait d'elle une référence en matière de formation des officiers d'état-major africain, aspirant à accéder par la suite à l'enseignement militaire du second degré, comme en témoigne l'intérêt grandissant de nos pays pour la formation de leurs cadres dans ce creuset. »

Testimonial of the Lieutenant-Colonel Hajarizaka Norbert Rakotondrasoa (14th EEML Class)

Assistant Head of International Relations Service at the Ministry of National Defence
Instructor at the Malagasy Army Staff College (Madagascar)

« Within the framework of France's partnership with Francophone African countries, the Libreville Staff College (EEML) is one of the centres of excellence for staff officer training at national or multinational level, as well as in the area of peacekeeping operations. It helps trainees gain technical and tactical expertise with studies of problems that are adapted to African specificities.

When I got back to my home country, Madagascar I was appointed Assistant Head of the International Relations Service at the Ministry of National Defence and was also asked to be part of the pool of tactical instructors at the Malagasy Army Staff College in Antananarivo, the capital.

In this regard, it is important to highlight that the relevance of the modules and educational quality of the training provided at EEML helped me to advance in my career and re-position my work method. With the added value of this training, I felt operational from the outset and able to better respond to the expectations of trainees, by instilling the indispensable basic knowledge in them to approach the study of staff tactical procedures and techniques correctly. Among them, we can mention the initiation in collective work techniques and the ability to apply methods for drafting operational decisions and the operational planning process, before conducting combined manoeuvres based on two operating procedures (coercion and controlling violence) and to draft the different appropriate operational documents.

In addition to the excellent educational means and infrastructures the EEML currently offers, this training course also provided me with a huge opportunity to establish friendships, through the mixing and sharing of experience, with other trainees in my class coming from 17 different countries as well as with the French and Gabonese instructors. This clearly reflects one of the main challenges France and its Francophone African partners need to address within the framework of the ENVR concept, an approach among so many others aiming to stabilise Africa.

Therefore, despite the complex challenges the EEML is facing today, the quality of the instruction provided makes it a leading school for African staff officer training, aspiring to then access second-level military education, as can be seen in the growing interest of our countries in training their senior officials in this melting pot. »



Riche de sa diversité

Mais la plus grande richesse de l'École d'état-major réside avant tout dans la diversité de son recrutement. Ces officiers sélectionnés par un concours unique, au sein des armées de plus de 17 pays d'Afrique qui appartiennent à cinq organisations sous régionales (CEEAC, CDEAO, UMA, SADC, IGAD) s'y côtoient et y échangent leurs expériences. L'école est le creuset d'une collaboration fraternelle entre cadres et stagiaires garants de la capacité à travailler ensemble dans les interventions actuelles et futures. L'instruction exigeante et l'acquisition de méthodes communes sont autant de facteurs facilitant l'entraide et l'échange. La connaissance mutuelle et la relation de confiance qui s'établissent entre les stagiaires et leurs instructeurs gabonais et français incitent à l'excellence. Les officiers diplômés de l'EEML, riches tant de l'enseignement reçu que des relations humaines vécues au quotidien, montrent à chaque promotion la capacité d'engagement acquise dans les missions nationales ou internationales au sein desquelles les officiers ne manqueront pas de restituer leur savoir.

Passage incontournable permettant d'uniformiser les méthodes et savoir-faire et tremplin vers l'enseignement militaire du second degré (EMS2), l'École d'état-major de Libreville a atteint aujourd'hui sa pleine maturité. Les officiers diplômés, témoins du rayonnement de la culture militaire de la France, sont non seulement aptes à servir dans tous les types d'état-major, mais également dans toutes les situations en temps de paix, de crise ou de guerre.

Rich in its Diversity

But the most important aspect of the staff college is the diversity of its recruitment. These officers who are selected on the basis of a single competitive examination from armies from over 17 African countries that belong to five sub-regional organisations (ECCAS, ECOWAS, UMA, SADC, IGAD) work side-by-side and exchange their experiences. The school is a melting pot for fraternal collaboration between senior officers and trainees who become the guarantees of being able to work together in current and future interventions. The mutual knowledge and the relationship of trust that are established between trainees and their Gabonese and French instructors inspire excellence. Officers who have earned EEML diplomas, enriched by the education they have received and the human relationships they have experienced on a daily basis, show every class the capacity of the commitment acquired in national and international missions in which officers will be sure to pass on their knowledge.

Indispensable to standardising methods and expertise and a springboard to higher military education level two (HME2), the Libreville Staff College has now reached full maturity. The graduates, proof of France's military culture outreach, are not only able to serve in all types of staff, but also in all situations in times of peace, crisis or war.



L'ÉCOLE DE GUERRE DE PARIS

Au cœur de Paris, dans l'enceinte de la prestigieuse École militaire fondée le 18 janvier 1751 par Louis XV « pour entretenir et éduquer dans la guerre cinq cents jeunes gentilshommes », l'École de guerre prépare les officiers supérieurs des armées françaises, amies et alliées à devenir les chefs militaires de demain. Généralement lauréats des concours d'entrée mais parfois désignés par leur haute hiérarchie militaire nationale, les officiers passent un an à l'École militaire au sein d'une promotion d'officiers stagiaires. L'objectif affiché de cette année reste la formation du futur corps de direction des armées représentées. L'enjeu est grand et l'effort consenti par les armées et par les stagiaires en est à la hauteur. Une des grandes richesses de l'École de guerre réside dans l'accueil d'officiers stagiaires étrangers.



En effet, chaque année, une proportion d'un tiers de l'ensemble des places est dédiée aux étrangers. Provenant d'environ soixante-dix pays, les stagiaires étrangers arrivent avec leurs expériences personnelles passées. Hormis les exercices et autres conférences, le partage d'expériences entre stagiaires constitue un des piliers structurants de cette année passée à Paris. Chacun reçoit autant que ce qu'il apporte, si ce n'est généralement plus. La promotion forge peu à peu son identité, identité qui achèvera de naître lors de la cérémonie du baptême de la promotion. Cette cohésion réelle servira dès la sortie de l'École de guerre à nourrir le réseau des anciens de la promotion, anciens pouvant poursuivre, bien au-delà de leur scolarité, la réflexion et les échanges au travers du site internet de l'École de guerre.

La présence d'officiers étrangers permet également de renforcer l'empreinte francophone dans les armées nationales, notamment dans celles entreprenant une démarche de restructuration et de modernisation. Les anciens de l'École de guerre de Paris peuvent conseiller utilement leurs états-majors respectifs afin de participer aux restructurations en cours. Ils peuvent d'ailleurs s'appuyer sur la présence des coopérants mis en place par la Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) du Quai d'Orsay, aux côtés des chefs d'états-majors. C'est là un autre aspect qui motive les États à envoyer leurs stagiaires suivre une scolarité à Paris.

PARIS WAR COLLEGE

In the heart of Paris, on the premises of the prestigious Ecole Militaire founded on 18 January 1751 by Louis XV "to maintain and educate five hundred young gentlemen in war", the War College prepares senior officers of French and allied armies to become tomorrow's military leaders. Generally officers who have passed the



competitive entrance examinations or who have sometimes been appointed by their

superiors spend one year at the Ecole Militaire in a class of officer trainees. The objective of this year is the training of a future corps of leaders of the armies represented. The challenge is considerable and the effort engaged by the armies and the trainees are able to meet it. One of the most positive aspects of the War College lies in the fact that it trains foreign officers.

Every year, one-third of the trainee spots is filled by foreign officers. From around 70 countries, the foreign trainees arrive with their past personal experiences. Aside from the exercises and other conferences, the trainees' sharing of experiences has been one of the structuring pillars of this past year in Paris. Everyone receives what they put into the course, if not generally more. The class is forging its identity over time, an identity that will fully emerge at the graduating ceremony of the class. This genuine cohesion will help maintain the alumni network after graduation in which former trainees can continue learning, discussing and exchanging ideas on the War College website.

The presence of foreign officers also helps reinforce the Francophone mark in national armies, especially in those taking reconstruction and modernisation action. The War College alumni can also advise their respective staffs in participating in the restructuring under way. They can also receive support from cooperation workers provided by the Directorate of Security and Defence Cooperation (DCSD) of the French Ministry of Foreign Affairs and International Development, alongside chiefs of staff. That is another aspect that motivates States to send their trainees to be educated in Paris.



Témoignage du commandant Batbayar NYAMKHUU, de l'armée de terre de Mongolie, stagiaire de la 22^e promotion de l'École de guerre.

« Je suis arrivé à Paris au début de l'année 2014 pour une remise à niveau en français avec le programme SILF (stage intensif de langue française). C'était mon premier stage à Paris mais pas mon premier en France puisque j'avais suivi l'École d'état-major en 2012. Comme tous les stagiaires étrangers j'ai été bien reçu par le bureau des officiers étrangers de l'École de guerre.

Le SILF s'est bien passé pour moi et j'ai beaucoup progressé en langue française. Les professeurs sont attentifs et donnent beaucoup d'expérience d'enseignement. On a également visité les sièges d'institutions, des sites historiques et culturels. C'est très intéressant et important pour bien connaître la France, qu'avant je ne connaissais finalement pas. C'est aussi une occasion formidable de me faire beaucoup d'amis internationaux.

Après les vacances d'été, j'ai commencé mon stage à l'École de guerre. On a beaucoup étudié l'histoire des deux guerres mondiales et les plans du débarquement de 1944, en groupe de travail à Paris et sur les plages en Normandie. Nous avons planifié et conduit des exercices terrestres puis interarmées au niveau opératif comme le grand exercice Coalition. C'était tout nouveau pour moi mais j'ai pu travailler avec mes camarades stagiaires français et internationaux. Nous avons échangé beaucoup d'expériences des quatre différentes armées ».

Enfin, cette année parisienne ambitionne de former des cadres aptes à servir au niveau de la planification des opérations dans les opérations de paix (OP). L'ensemble de la scolarité concourt à cet objectif avec en point d'orgue l'exercice Coalition permettant de planifier, de conduire et d'exploiter une opération de niveau opératif dans un cadre stratégique. C'est là, à l'École militaire, dans les salles de cours ou à l'amphithéâtre Foch, que l'apprentissage de méthodes de réflexion et de méthodes de planification se déroule. Parmi d'autres exemples, peut être cité ici celui de cet officier français retrouvant quelques-uns de ses camarades de promotion africains au Mali et parvenant à planifier très efficacement une opération dans l'urgence.



L'École de guerre de Paris reste une maison où l'on travaille et où l'on « apprend à penser autrement ». Cela se fait tout naturellement lorsque soixante-dix nationalités sont représentées dans ce cénacle de la pensée en plein cœur de Paris. Nul doute que Louis XV s'y retrouverait et souscrirait sans vergogne à cette ouverture à l'international.

Testimonial of the Commander Batbayar Nyamkhuu, of the Mongolian Army, Trainee in the 22nd Class of the War College.

"I arrived in Paris in early 2014 to improve my French with the SILF (intensive French language courses) programme. It was my first training course in Paris but not my first course in France since I had studied at the Staff College in 2012. Like all of the foreign trainees, I was treated well by the Office of Foreign Officers at the War College.

This programme was a positive experience for me and I made a lot of progress in French. The teachers were attentive and had a lot of experience. We also visited head offices of institutions and historical and cultural sites. It was very interesting and important to really learning about France, which I didn't know as well as I thought I did. It was a wonderful opportunity to make a lot of international friends.

After the summer holiday, I started my training course at the War College. We studied a great deal of history of the two world wars and the 1944 D-day plans, in working groups in Paris and on the beaches of Normandy. We planned and conducted combined land exercises at operational level and a major Coalition exercise. This was all new to me but I was able to work with my fellow French and international trainees. We shared many experiences about our four different armies".

Lastly, this year in Paris aims to train senior officials who are able to serve at the level of planning operations in peacekeeping operations. The entire training course helps reach this objective with a special focus on the coalition exercise making it possible to plan, conduct and maximise the use of an operation at the operational level in a strategic framework. It is in the classrooms or in the Foch amphitheatre at the Ecole Militaire where reflection and planning methods are learned. One example is a French officer seeing some of his African classmates again in Mali and being able to plan an urgent operation very efficiently.

The Paris War College remains a place where work is conducted and where we learn to think in another way. This happens naturally when 70 nationalities are represented in this group of like-minded people in the very heart of Paris. There is no doubt that Louis XV would have liked to have participated and would wholeheartedly approve of this international outreach.



L'ÉCOLE D'ÉTAT-MAJOR DE SAUMUR

En charge de l'enseignement militaire supérieur de premier niveau (EMS1) pour l'armée de terre française, l'École d'état-major de Saumur s'est imposée progressivement comme école de référence pour l'enseignement de la tactique au profit de plusieurs écoles africaines délivrant une formation EMS1.

Cette expertise reconnue prend deux formes :

- L'accueil de stagiaires africains lors des formations dispensées à Saumur.
- L'appui des écoles nationales à vocation régionales (ENVR) dans l'enseignement de la tactique. Cette expertise s'effectue soit par la mise en place de cadres français permanents issus de l'EEM dans le cadre de la coopération, soit par l'envoi de missions d'expertises (ME) au profit de ces ENVR.

Ce dispositif permet d'assurer la cohérence et la mise à jour de l'enseignement de la tactique, de suivre l'évolution des doctrines, et de se mettre en conformité avec les dernières évolutions et le retour d'expérience des engagements récents.

Après une courte pause due au déménagement de Compiègne à Saumur, la coopération entre l'EEM et l'École d'état-major de Libreville (EEML) au Gabon, école référente pour l'EMS1 en Afrique, a donné lieu à de multiples échanges depuis le début de 2014 :

- Une première ME en avril 2014 pour une mise à jour des catalogues de cours de l'EEML.
- Une seconde en mai 2014, qui a permis de créer un thème d'étude tactique « africanisé », appelé « TANGANIYKA » afin à terme de pouvoir reprendre l'ensemble de l'enseignement de la tactique au niveau de la brigade interarmes (BIA). Ce thème permet également de mener les examens niveau EMS1 de l'EEML.
- Ces deux missions ont été suivies de la venue de la promotion 2013-2014 de l'EEML à Saumur pour dérouler un exercice de niveau BIA sur la plate-forme de simulation JANUS.
- Une dernière mission d'expertise fin 2014 a permis enfin d'étoffer le thème africain avec deux ordres d'opérations (OPORD) supplémentaires permettant de multiplier les thèmes d'études ou d'examens.

D'autres missions se dérouleront en 2015, afin de continuer à appuyer le corps enseignant franco-gabonais de l'EEML dans la finalisation du thème « TANGANIYKA », mais aussi dans la poursuite de la formation des formateurs franco-gabonais de l'EEML.

Enfin, il est à noter que le thème « TANGANIYKA », futur support à l'enseignement de la tactique à l'EEML, est digne d'intérêt pour l'ensemble des ENVR de niveau EMS1 et EMS2, ainsi que pour l'ensemble des acteurs préparant les pays africains avant leurs projections sur des théâtres d'intervention dans la région, notamment sur des plates-formes d'entraînement des postes de commandement. À cet effet, une adaptation de ce thème sur le simulateur JANUS de Saumur est actuellement à l'étude.



SAUMUR STAFF COLLEGE

In charge of the higher military education level one (HME1) for the French army, the Saumur Staff College has gradually become the leading school for tactical training benefiting several African schools providing HME1 training.

This recognised expertise comes in two forms:

- *Training courses for African trainees in Saumur.*
- *Support for national regionally oriented academies (ENVRs) in tactical training. This expertise is provided by incorporating permanent French senior officials from the EEM in cooperation or by sending expertise missions to work in these ENVRs.*

This system ensures coherent and up-to-date tactical training, monitors the evolution of doctrines, and ensures compliance with the latest evolutions and feedback on recent undertakings.

After a short pause due to the move from Compiègne to Saumur, cooperation between the EEM and Libreville Staff College (EEML) in Gabon, the leading school for HME1 in Africa has conducted multiple exchanges since the beginning of 2014:

- *A first expertise mission in April 2014 for an updating of EEML course catalogues.*
- *A second mission in May 2014 which created an Africanised tactical study theme called Tanganiyka in order to be able to teach all the tactical training at the level of the combined brigade (BIA). This theme also makes it possible to conduct HME1 exams of the EEML.*
- *These two missions were followed by the EEML's 2013-2014 class going to Saumur to conduct a BIA exercise on the JANUS simulation platform.*
- *A last expertise mission in the end of 2014 helped develop the African theme with two additional operation orders (OPORD) multiplying the study or exam themes.*

Other missions will be conducted in 2015 so as to continue support to the EEML French-Gabonese teaching staff in finalising the Tanganiyka theme but also to pursue the training of EEML French-Gabonese trainers.

Lastly, it is important to note that the Tanganiyka theme, future support to the tactical training in EEML, could be beneficial for all HME1 and HME2 ENVRs as well as for all those preparing African countries before their deployment in theatres of intervention in the region, especially on platforms for training commanding officers. To this end, ways to adapt this theme for the JANUS simulator in Saumur are currently being studied.

L'INSTITUT SUPÉRIEUR D'ÉTUDES DE PROTECTION CIVILE (ISEPC)

Depuis quelques années, avec la multiplication des catastrophes liées aux changements climatiques ou à l'activité humaine d'une manière générale (risques technologiques, accidents de transport en commun, effondrements, dégradation du tissu économique suite aux séries d'incendies de marchés africains...), les décideurs politiques des pays africains ont pris conscience de l'intérêt de concevoir et mettre en place une architecture visant à répondre aux situations de crises et catastrophes relevant du domaine de la protection civile.

Cette architecture, qui nécessite à la fois la rédaction de textes de portée nationale (déclinés ensuite à l'échelon local), la création ou le développement de structures dédiées ou d'unités opérationnelles et la mise en place d'outils de gestion de crise, ne peut être efficace si l'on obère le volet formation.

En effet, la formation des cadres de haut niveau, qu'ils soient décideurs, conseillers ou en situation de commandement sur le terrain, doit permettre à chacun d'assumer pleinement son rôle le jour venu en prenant les décisions opportunes.

Or, en observant de plus près les cursus de formation, chaque corps constitué participant à la gestion d'une crise (autorités politiques ou administratives, service d'incendie et de secours, police, gendarmerie, forces armées...) se prépare individuellement à une réponse et ne se retrouve qu'à l'occasion d'exercices de grande ampleur.

Pourtant, les retours d'expérience des crises passées montrent que la résolution d'une crise passe nécessairement par une réponse interministérielle ou interservices reposant sur une formation commune et la connaissance des forces et faiblesses de chaque partenaire impliqué.

Aussi, à l'automne 2012, avec l'aide de la coopération structurelle française et l'assentiment des pays de la sous-région, l'Institut supérieur d'études de protection civile (ISEPC) a vu le jour à Ouagadougou, au Burkina Faso, pour permettre aux cadres des échelons stratégiques, opératifs ou tactiques de recevoir une formation adaptée aux réalités locales et aux fonctions occupées.

L'ISEPC propose donc des stages encadrés par des experts de haut niveau burkinabè, français ou étrangers dont la durée varie de deux semaines à cinq mois.



HIGH INSTITUTE FOR CIVIL PROTECTION STUDIES (ISEPC)

For several years, with the increasing number of disasters linked to climate change or human action in general (technological risks, public transport accidents, collapses, deteriorating economic fabric following a series of fires in African markets) policymakers of African countries have realised the advantage of designing and establishing an architecture aimed at addressing crisis situations and disasters in the area of civil protection.

This architecture, which requires both drafting national texts (then applied locally), creating or developing specific structures of operational units and establishing crisis management tools can only be efficient if training is provided.

Indeed, the training of senior officials whether they are policymakers, advisors or commanders in the field, must help them to fully assume their role when the time comes and to take the right decisions.

But taking a closer look at training courses, each corps participating in crisis management (political or administrative authorities, fire and rescue services, police forces, gendarmeries, armed forces) individually prepares for a response and is only deployed in large-scale exercises.

Yet lessons learned from past crises have shown that a past crisis has to be resolved at an inter-ministerial and interdepartmental level relying on common training and knowledge about the strengths and weaknesses of each partner involved.

Since autumn 2012, with the assistance of French structural cooperation and the approval of countries in the sub-region, the Institute for Civil Protection Studies (ISEPC) was opened in Ouagadougou, Burkina Faso, to provide senior strategic, operational and tactical officials with training that is adapted to local realities and the duties they perform.

The ISEPC therefore proposes training courses given by high-level experts from France, Burkina Faso and other countries lasting two weeks to five months.

En adaptant les référentiels français, l'ISEPC forme les responsables de haut niveau dans les domaines suivants :

– Commandement des interventions (formation initiale des officiers sapeurs-pompiers, officier de permanence...).

– Gestion de crises avec la conception de trois modules différents :

- module « interservices » où chaque pays bénéficiaire envoie une équipe constituée de quatre personnes (un élu, un officier de police ou de gendarmerie, un officier sapeur-pompier et un officier de la Direction générale de la protection civile);
- module « élus ou responsable administratif »;
- module « chef d'entreprise ».

– Prévention des incendies...

Le fil directeur de chacune des formations dispensées à l'Institut est de donner à l'ensemble des participants les outils nécessaires à l'écriture de textes fondateurs ou structurants (pour les élus ou les cadres des DGPC), à la rédaction de concepts opérationnels (pour les cadres servant en état-major de sapeurs-pompiers) ou à l'élaboration de décision opérationnelle (pour les acteurs de terrain).

Par le biais de ses formations certificatives, l'ISEPC entend bien intégrer des modules « protection civile » dans des parcours universitaires existants en Afrique ou proposer la création de filières nouvelles dispensées dans ses murs. De la même manière, l'intervention de l'Institut dans la formation des élites (Ecole nationale d'administration...) participe également à une conscientisation de la classe politique aux problématiques de protection civile.

Parallèlement à cela, l'ISEPC travaille à la mise en place d'un laboratoire de recherches et d'analyses sur la certification des matériaux de construction en cas d'incendie. La diversité de compétences au sein du seul et même pôle d'excellence, intégrant les acteurs de terrain, des enseignants et des chercheurs, donne à l'ISEPC une dimension supplémentaire garantissant un rayonnement international et unique en Afrique.



By adapting French models, the ISEPC trains the high-level officials in the following areas:

– *Command of interventions (initial training of fire and rescue officers, duty officers),*

– *Crisis management with the design of three different modules:*

- *"Inter-service" module where each beneficiary country sends a team made up of four people (an elected official, a police or gendarmerie officer, a fire and rescue officer and an official from the General Civil Protection Directorate),*
- *"Elected official or*

administrative officer" module,

- *"Business leader" module.*

– *Fire prevention.*

The guiding principle of each of the training courses given at the Institute is to provide all of the participants with the tools they need to write founding and structuring texts (for elected officials or senior officials of the DGPC), to draft operational concepts (for senior officers serving in fire and rescue staffs) or to come up with operational decisions (for stakeholders on the ground).

Through training courses awarding certificates, the ISEPC intends to effectively integrate the civil protection modules in the existing university programmes in Africa and propose the creation of the new areas of study within its walls. Likewise, the intervention of the Institute in the training of people who have attended top graduate schools (National School of Administration) also participate in raising the awareness of the political class about civil protection problems.

At the same time, the ISEPC is working on establishing a research and analysis laboratory concerning certifying construction material in the event of a fire. The



diversity of skills within one and the same excellence centre, integrating field workers, teachers and researchers has given the ISEPC an additional dimension ensuring international and unique outreach in Africa.

Interview du Lieutenant Mouhamadou Bobo DIALLO*Stagiaire ISEPC***présentez-vous en quelques mots ?**

« Je suis le lieutenant Mouhamadou Bobo DIALLO du Sénégal. Je suis issu de la 30^e promotion de l'École nationale des officiers d'active de Thiès, affecté à la BNSP (Brigade nationale des sapeurs-pompiers) où j'occupe les fonctions d'adjoint au commandant d'unité.

Vous êtes officier sapeur-pompier, où avez-vous suivi votre formation initiale ?

J'ai suivi la formation initiale d'officier sapeur-pompier à l'ISEPC en 2014 où j'ai terminé 3^e au classement général.

Vous êtes actuellement détaché comme instructeur au sein de cet Institut, pensez-vous qu'il soit important de partager votre expérience avec les officiers nouvellement formés ?

Si l'on veut que les stagiaires puissent profiter au maximum de cette formation, il paraît important d'intégrer dans l'encadrement des officiers capables de partager leur expérience en apportant également la vision d'un autre pays de la sous-région.

L'enseignement militaire des premier et second degrés ne prépare pas réellement les candidats aux problématiques de protection civile. Quelles sont selon vous les solutions à développer pour les cadres servant dans ces unités opérationnelles ?

Je pense qu'il est plus que jamais nécessaire que les acteurs de la protection civile en Afrique puissent avec l'appui de la coopération française prendre leur destin en main, se réunir autour d'une même table afin d'aboutir à la création d'une école supérieure de protection civile. C'est ce qui est fait ici, à l'Institut.

Vous allez bientôt suivre une scolarité du 1^{er} degré, aimeriez-vous participer à un nouveau stage au sein de l'ISEPC et dans l'affirmative, lequel ?

J'aimerais suivre des stages tels que celui d'officier de permanence et brevet de prévention car ce sont des qualifications indispensables pour les fonctions que j'exerce. Ensuite, je souhaiterais pousser mes ambitions plus haut en participant à des formations supérieures pour faire partie de ceux qui conçoivent la protection civile en Afrique.»

*Interview with an ISEPC Trainee Lieutenant Diallo,**Could you please briefly tell us about yourself?*

« I'm Lieutenant Mouhamadou Bobo Diallo from Senegal. I was in the 30th class of the National School of Active Officers in Thiès, assigned to the National Fire and Rescue Brigade (BNSP) where I perform the duties of assistant commander of the unit.

You are a fire and rescue officer, where did you receive your initial training?

I received my initial fire and rescue officer training at the ISEPC in 2014 where I finished third in my class.

*You are currently seconded and working as an instructor in this Institute, do you think that it is important to share your experience with newly trained officers?*

If we want trainees to be able to take full advantage of this training course, it is important to integrate in the teaching staff officers who are able to share their experience by also providing the vision of another country in the sub-region.

First and second level military education does not really prepare participants to deal with civil protection problems. What do you think are the solutions to be developed for senior officials serving in these operational units?

I think that now more than ever it is important for civil protection workers in Africa to be able to take charge of their own future with the support French cooperation and meet around a same table in order to create a High School of Civil Protection. That is what has happened here, at the Institute.

You are soon going to study HME1, would you like to take part in a new training course in the ISEPC and if so, which one?

I would like to participate in training courses such as the one for duty officers and the prevention certificate course because they provide indispensable qualifications for the duties I perform. I would then like to aim even higher by participating in higher-level training courses so that I can be one of the people designing civil protection in Africa.»

FORMATION DES CADRES DE POLICE ÉTRANGERS : L'ENSP AU CARREFOUR DU MONDE

Depuis plus de 50 ans, l'École nationale supérieure de la police forme des auditeurs du monde entier sur ses sites de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (69) et de Cannes-Écluse (77). Elle accueille chaque année une trentaine de cadres supérieurs des polices des pays partenaires qui suivent une formation aux côtés des élèves français, faite de phases en école et complétée par des stages en services actifs adaptés aux spécificités de chacun.

Sur le site de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, ils peuvent obtenir le diplôme Master 2 « Sécurité intérieure » délivré par



l'Université Jean Moulin Lyon 3. Ce brassage des cultures enrichit la formation de l'ensemble des élèves et favorise les partenariats futurs. Diversité et qualité des enseignements acquis permettent souvent à

ces cadres étrangers d'accéder à de nouvelles fonctions de responsabilité dans leur pays d'origine.

Témoignage de Monsieur Zijia WANG

Cadre de police chinois



« Cette formation est vraiment opérationnelle et utile pour nous. J'ai pu découvrir, notamment lors de mon stage en Direction départementale de la Sécurité publique et en Direction zonale de la police aux frontières à Strasbourg, des dispositifs dont je pense pouvoir proposer la transposition en Chine. Par exemple, le recrutement des adjoints de sécurité : ce système

pourrait être utile dans mon pays où nous faisons face à un manque d'effectifs. Je pense également aux actions de sensibilisation et de communication mises en place conjointement par la police française et la police allemande à destination de la population : il pourrait être utile de s'en inspirer au niveau de la coopération des polices cantonaise et hong-kongaise ».



TRAINING OF FOREIGN SENIOR POLICE OFFICERS : THE ENSP AT A GLOBAL CROSSROADS

For over 50 years, France's National Police College (ENSP) has trained auditors from all over the world in its facilities in Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône) and Cannes-Écluse (Seine et Marne).

Every year the ENSP welcome around 30 senior police officers from partner countries. They receive training alongside French students that consists of classes at the school in addition to traineeships in active services that are adapted to each person's specific situation.

At Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, they can earn a Master 2 degree in Interior Security awarded by the University Jean Moulin Lyon 3. This cultural melting pot enriches the training of all the students and is conducive to developing future partnerships. The diversity and quality of the education acquired often helps these foreign senior officers become eligible for new posts of responsibility in their home countries.

Testimonial of Zijia Wang ANG, a Chinese Senior Officer.

" This training is really operational and useful to us. I was able to discover, especially during my traineeship in the Departmental Directorate of Public Security and in the Zonal Directorate of the Border Police in Strasbourg, systems that I think I could suggest be transposed in China. For example, the recruitment of security assistants: this system could be used in my country where we are in need of more staff. I also think that similar communication and awareness raising actions jointly implemented by the French and German police forces targeting the general public could be used at the level of Cantonese and Hong-Kong police forces. "

APPUI À LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE AU SAHEL (ACTS)

Séminaire de lancement du projet ACTS

Le 13 février 2015 a eu lieu à Paris le séminaire de lancement du projet ACTS, devant un auditoire de 150 personnes comprenant à la fois les représentants des États bénéficiaires, les bailleurs potentiels et nos principaux partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet. Piloté au sein du MAEDI par la DCSD et DGM/Gouv, ce projet entend permettre aux États du Burkina Faso, du Mali et du Niger de promouvoir une gestion concertée des espaces frontaliers que ces pays partagent dans la région du Liptako Gourma. ACTS est un projet novateur en raison de sa vision intégrée de la sécurité, du développement et de la gouvernance, fondé sur l'appropriation progressive par les États et la méthode d'analyse *bottom up* privilégiant les besoins directement exprimés par les populations locales.

Étaient notamment présents au séminaire les ministres de l'Intérieur et les représentants des collectivités locales des trois pays bénéficiaires, qui marquaient ainsi par leur présence l'appui politique de leur gouvernement respectif à la mise en place d'ACTS.

S'agissant de la synergie des actions et de l'imbrication des différentes dimensions couvertes par le projet, tous les participants ont salué l'approche inclusive, seule à même de lutter contre les fléaux endémiques de la région, parmi lesquels le terrorisme et les trafics. Ils ont ainsi validé la proposition française visant à favoriser la coordination des différentes administrations concernées au niveau national, puis entre les trois États, le tout dans un esprit de dynamique régionale.

Un fonds multi-bailleurs, en cours de création, devrait permettre aux partenaires de participer au projet, en fonction de leurs moyens et de leur secteur prioritaire d'intervention. Le tout sera coordonné par un chef de projet ETI (expert technique international), nommé par le Quai d'Orsay : Maxime Poissonnier, qui a pris ses fonctions le lendemain du séminaire et qui s'est installé à Ouagadougou, dans les locaux de l'Autorité du Liptako Gourma.

ACTION FOR TRANSBORDER COOPERATION IN SAHEL (ACTS)

Seminar to Launch the ACTS project

On 13 February 2015 a seminar to launch the ACTS project was held with 150 people in attendance including representatives of beneficiary countries, potential donors and our main partners involved in implementing the project. Managed within the Ministry of Foreign Affairs and International Development by the DCSD and the Directorate-General of Global Affairs, Development and Partnerships (DGM), this project intends to help Burkina Faso, Mali and Niger promote joint management of border areas that these countries share in the Liptako Gourma region. ACTS is an innovative project due to its integrated vision of security, development and governance, based on the States' gradual ownership and the bottom-up analysis method focusing on the needs that are directly expressed by local populations.

Interior ministers and local government representatives from three beneficiary countries also attended, which thus marked the political support of their respective governments for implementing ACTS.

When it comes to the synergy of actions and the inter-linkage of the different dimensions covered by the project, all the participants welcomed the inclusive approach, the only way of tackling the major problems endemic to the region, including terrorism and different types of trafficking. It thus validated the French proposal aiming to promote the coordination of the various administrations concerned at national level, then between the three countries, all in a spirit of regional dynamics.

A multi-donor fund, which is being created, should enable partners to take part in the project on the basis of their means and their priority sector for action. All of this will be coordinated by an international technical expert (ITE) acting as the project leader and appointed by the Ministry of Foreign Affairs and International Development: Maxime Poissonnier, who took up his duties the day after the seminar and moved to Ouagadougou to work in the offices of the Liptako Gourma Authority.



Parmi les principales annonces des organisations ou États partenaires, on retiendra que :

- l'envoyée spéciale pour l'Afrique occidentale du Secrétaire général de l'ONU, Madame Selassie, a annoncé la mise à disposition d'une personne-ressource aux côtés de notre ETI coordinateur ;
- les représentants de l'UE ont rappelé que le projet ACTS s'inscrivait parfaitement dans la stratégie Sahel de l'UE. À ce titre, ils ont présenté les instruments financiers européens susceptibles d'être utilisés pour ce projet, parmi lesquels notamment le FED, ainsi que les instruments plus spécifiques tel que l'IcSP, instrument contribuant à la paix et à la stabilité.

Le séminaire a été conclu par la signature officielle d'une Lettre d'intention entre Mme Annick Girardin, Secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie, et les trois ministres de l'Intérieur du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Cette signature marque la volonté politique des États de mettre en œuvre ce projet dans les trois années à venir et de contribuer à une meilleure coordination de l'ensemble des actions engagées dans cette région.

Un second séminaire se tiendra à Ouagadougou à la fin du mois de juin 2015. Il permettra de faire le point sur l'avancement de la première phase du projet, essentielle puisqu'elle consiste en une évaluation globale des besoins auprès des communautés locales, des institutions et des principaux acteurs étatiques.

Interview de Maxime Poissonnier Coordonnateur du projet ACTS



« Vous êtes le coordonnateur d'ACTS à Ouagadougou. Pouvez-vous décrire votre environnement de travail ? »

Le projet ACTS est porté par une volonté politique forte de la France, naturellement, mais également par nos trois pays partenaires qui ont fait le choix, lors de la préparation de cette initiative, d'une installation du projet et de son coordinateur au sein de l'Autorité du Liptako Gourma. Il bénéficie ainsi d'un ancrage fort dans une institution dont le périmètre d'intervention recouvre parfaitement celui d'ACTS : la zone des trois frontières entre la Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Par ailleurs, la France dispose dans chacun des trois pays d'un réseau d'experts techniques internationaux mis à disposition des principales administrations concernées par ACTS. Chacun d'eux constitue un relai important sur lequel une grande partie de la mise en œuvre du projet reposera.

Un tel projet doit exiger une solide expérience et une énorme préparation.

Mon parcours professionnel m'a conduit à occuper des fonctions au sein du ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc. La coordination de tels projets repose essentiellement sur quelques qualités indispensables : un bon sens de l'écoute et du dialogue, une rigueur dans la maîtrise des outils de gestion et de capitalisation et de bonnes capacités d'analyse permettant la maîtrise de l'information utile.

Some of the main pledges of partner country organisations are as follows:

- *United Nations Secretary General's Special Envoy for the Sahel, Hiroute Guebre Selassie, pledged to make available a resource person to work with the ITE coordinator;*
- *European Union representatives pointed out that the ACTS project would be perfectly in line with the EU's Sahel strategy. In this regard, they presented European financial instruments that could be used for this project, including the European Development Fund (EDF) as well as more specific instruments such as the Instrument contributing to Stability and Peace (IcSP).*

The seminar was concluded by the official signature of a letter of intent by Annick Girardin, Minister of State for Development and Francophonie, and the three Interior Ministers of Burkina Faso, Mali and Niger. This signature marks the political will of these States to implement this project in the three coming years and to contribute to a better coordination of all of the actions undertaken in this region.



A second seminar will be held in Ouagadougou at the end of June 2015 to take stock of the progress made in the first stage of the project. This is essential because it consists of an overall evaluation of needs of local communities, institutions and main government stakeholders.

Interview of Maxime Poissonnier, ACTS Project Coordinator

« You are the ACTS coordinator in Ouagadougou. Can you describe your work environment? »

The ACTS project is driven by France's strong political will, of course, but also by our three partner countries who made the choice in preparing this initiative to place the project and its coordinator in the offices of the Liptako Gourma Authority. It therefore benefits from a strong rooting in an institution whose area of intervention perfectly matches that of ACTS: the zone of three borders between Burkina Faso, Mali and Niger.

In addition, in each of the three countries France has at its disposal a network of international technical experts provided by the main administrations concerned by ACTS. Each of them will serve as an important point of contact for the implementation of the project.

Combien de temps allez-vous rester à Ouagadougou ? Vous devrez vous déplacer régulièrement ?

Ma mission dépend étroitement du calendrier de mise en œuvre du projet. J'aurai effectivement vocation à partager mon temps de travail entre Bamako, Niamey et naturellement Ouagadougou où j'ai mon bureau permanent. Nos postes diplomatiques et nos experts techniques seront les relais de notre action et permettront de préparer au mieux chacun de ces déplacements.

Quelle est la prochaine grande échéance ?

La première étape du projet ACTS est le lancement d'une importante étude, ambitieuse tant par son format que par les productions qui en sont attendues. Elle visera l'analyse des capacités des États à contrôler et développer les territoires frontaliers et à coopérer entre eux. Ce travail aboutira à l'établissement d'une feuille de route pour la réalisation de laquelle nous faciliterons la mobilisation des représentants de la communauté internationale.

Un peu de politique-fiction : d'après-vous, que restera-t-il d'ACTS dans 10 ans ?

Dix années sont un horizon raisonnable pour juger des effets de notre projet. À cette échéance, si toutes les conditions sont remplies, les États de la zone auront modélisé et mis en œuvre leur politique de gestion et de développement de leurs espaces frontaliers en concertation avec leurs voisins respectifs. Le maillage territorial en termes d'infrastructures et de services répondant aux besoins des populations et aux impératifs de sécurité aura été en grande partie réalisé, avec l'aide des ressources de la communauté internationale qu'ACTS aura contribué à mobiliser. »



Such a project should demand solid experience and a great deal of preparation.

My career has led me to take on duties in the Ministry of the Interior of the Kingdom of Morocco. The coordination of projects essentially is based on a few essential qualities: good listening and speaking skills, a serious approach to using management and capitalisation tools and good analytical abilities for putting information to good use.

How long do you plan to stay in Ouagadougou? Do you have to travel regularly ?

My mission closely follows the timetable for implementing the project. I will effectively share my work time between Bamako, Niamey and, of course, Ouagadougou where I have my permanent office. Our diplomatic posts and our technical experts will be the points of contact for our action and will help prepare each of these visits as effectively as possible.

What is the next major event ?

The first phase of the ACTS project is the launch of a major study, which is ambitious in its format and in what it hopes to accomplish. It will analyse the capacities of States to control and develop border areas and cooperate with one another. This work will establish a road map for doing so and will help us mobilise representatives of the international community.

A bit of hypothetical forecasting: what do you think will remain of ACTS in ten years ?

Ten years is a reasonable time period to judge the effects of our project. At the end of this period, if all the conditions have been filled, the States in the area will have shaped and implemented their development and management policy for their border areas by working with their respective neighbours. The regional network in terms of infrastructures and services meeting the needs of populations and security requirements will have been established for the most part, with the assistance of resources of the international community that ACTS will have helped mobilise. »

Témoignage de Stéphane Rostiaux

(Directeur régional adjoint de l'OIM, Bureau régional pour l'Afrique occidentale et centrale à Dakar, Sénégal)



« L'approche globalisante et coordonnée du projet ACTS s'inscrit dans l'esprit du continuum sécurité-développement indispensable au relèvement des pays du Sahel. Il est en effet urgent de trouver des réponses adéquates aux urgences humanitaires récurrentes (conflits, catastrophes naturelles, insécurité alimentaire, épidémies, etc.)

et aux défis sécuritaires multiples, qui freinent le développement du Sahel et génèrent d'importants déplacements de populations (réfugiés, déplacés internes, migrants économiques, migrants irréguliers, victimes de la traite, etc.).

En sa qualité d'Organisation chef de file pour les questions de migration, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) participe à cette démarche et contribue par ses actions au renforcement des mécanismes de sécurité, humanitaire et de développement en faveur de la stabilité régionale au Sahel. Par la consolidation des capacités organisationnelles et stratégiques, ainsi que la promotion d'une approche régionale, en matière de gestion des frontières, elle rejoint les ambitions du projet ACTS.

Notamment à travers les projets que l'OIM développe en matière de gestion des frontières pour répondre aux priorités nationales et régionales (Système d'information, Gestion de l'identité, Analyse des risques, Gestion intégrée des frontières, etc.), favorisant des synergies entre les États, les communautés transfrontalières et les différents acteurs concernés, l'Organisation participe de manière inclusive au renforcement des mécanismes de sécurité nationaux, sous-régionaux et régionaux, fondés sur le respect des droits de l'homme et de l'État de droit, afin qu'ils deviennent pleinement opérationnels.

Ainsi, l'adoption d'une démarche mieux coordonnée et plus cohérente au niveau national et régional, ainsi que le préconise le projet ACTS, est indispensable pour optimiser la gestion des frontières dans la région.

Dans cet esprit, la volonté du projet ACTS de promouvoir une approche *bottom up* fédérant des demandes issues directement des futurs bénéficiaires, en respectant leurs spécificités, permettra certainement de concevoir des stratégies d'actions au plus près des besoins, de définir les domaines prioritaires avec acuité et de mener à bien des interventions ciblées. Grâce à cette collaboration étroite, les États et les populations s'approprient les dynamiques de changement propres à apporter des réponses concrètes sur le terrain, mais aussi dans une logique de partenariat et de synergie avec les institutions et les organisations œuvrant dans ce domaine au Sahel. »



International Organization for Migration (IOM)
Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
Organización Internacional para las Migraciones (OIM)

Testimonial of Stéphane Rostiaux

Regional Deputy Director of the International Organization for Migration, Regional Office for West and Central Africa in Dakar, Senegal.

« The overall and coordinated approach of the ACTS project adheres to the spirit of the security-development continuum that is essential to lifting the Sahel countries out of crisis. There is an urgent need to find appropriate responses to recurrent humanitarian emergencies (conflicts, natural disasters, food insecurity, epidemics, etc.) and multiple security challenges, which impedes the development of Sahel and generates the significant displacement of populations (refugees, internally displaced persons, economic migrants, illegal migrants, trafficking victims, etc.).

As a lead organisation for migration issues, the International Organization for Migration (IOM) participates in this action and contributes, through its actions, to strengthening security, humanitarian and development mechanisms to improve regional stability in the Sahel. Through its organisational and strategic capacity building and promotion of a regional approach to border management, it shares the ambitions of the ACTS project.

Through the projects the IOM is developing in border management to address national and regional priorities (information system, identity management, risk analysis, integrated border management, etc.), helping to develop synergies between countries, cross-border communities and the different stakeholders, the IOM participates inclusively to the strengthening of national, sub-regional and regional security mechanisms based on respecting human rights and the rule of law so that they can become fully operational.

As a result, adopting a better coordinated and coherent approach at national and regional level, as well as advocating the ACTS project, is essential to optimising border management in the region.

In this spirit, the intention of the ACTS project to promote a bottom-up approach compiling requests coming directly from future beneficiaries, respecting their specificities, will certainly help us to develop strategies for action that best match needs, to define accurate priority areas and to bring the targeted interventions to fruition. Thanks to this close collaboration, the States and populations will own the dynamics of change to provide real responses on the ground, but also in the partnership and synergy approach with institutions and organisations working in this field in Sahel. »

Témoignage Mme Ruby Sandhu-Rojon

Directrice adjointe du bureau régional pour l'Afrique du PNUD



« Confronté à des défis complexes pour la paix, la stabilité et le développement, le Sahel nécessite une approche régionale et une coalition de toutes les bonnes volontés pour mettre fin à l'insécurité. Face à une pauvreté chronique, une insécurité alimentaire aggravée par les chocs climatiques et les conflits, la criminalité transfrontalière et

la menace accrue du terrorisme, une nouvelle approche est nécessaire et doit articuler de manière complémentaire interventions nationales et transnationales pour répondre aux situations d'extrême vulnérabilité auxquelles sont confrontées les populations sahéniennes. Le projet d'Appui à la coopération transfrontalière au Sahel (ACTS) nous offre cette opportunité.

En effet, dans une zone aussi vaste que l'Europe des 28 et avec une population comparable à celle de la France, je suis convaincue que notre réponse pour le Sahel doit, au-delà de la seule perméabilité des frontières, non seulement prendre en compte l'aspect sécuritaire, mais aussi placer la sécurité humaine et le développement en son cœur pour s'assurer que des frontières sécurisées permettent la circulation des biens et des personnes.

Outre le développement des capacités des agences de contrôle des frontières et le renforcement de la présence de l'État dans ces zones, nous devons, ensemble, appuyer l'amélioration des interactions avec les populations, pour qu'elles s'approprient les efforts en matière de sécurité et justice, tout en promouvant le commerce transfrontalier, essentiel à la sécurité alimentaire et aux revenus de ces populations.

Dans le cadre de la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel et en synergie avec les activités du projet ACTS, le PNUD a appuyé sa programmation sur des études de terrain portant une attention particulière sur la prolifération des armes légères et les dynamiques socio-économiques des communautés transfrontalières, ainsi que les tendances plus lourdes affectant la région sur le long terme. Un nouveau projet, axé de manière stratégique sur les communautés dans ces zones sensibles, en est le résultat et je me réjouis qu'au-delà de nos activités promouvant la coopération transfrontalière, nous-mêmes, les partenaires au développement, puissions montrer l'exemple d'une approche complémentaire et régionale, à l'image de la France. »

D'un budget de \$3,8 millions, le projet « Gestion des frontières et communautés transfrontalières » complète un programme de \$20 millions financés par le Japon qui met l'accent sur la consolidation de la paix, le renforcement de la gouvernance et de la résilience au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad.

Testimonial of Ruby Sandhu-Rojon

Deputy Director of the UNDP Regional Bureau for Africa

« Faced with complex challenges for peace, stability and development, the Sahel needs a regional approach and a coalition of all the goodwill to end insecurity. Faced with chronic poverty, food insecurity worsened by climate change and conflicts, cross-border crime and the growing threat of terrorism, a new approach is needed and should be coordinated with national and transnational interventions to address the situations of extreme vulnerability to which Sahel populations are submitted. The ACTION for Transborder Cooperation in Sahel project (ACTS) provides us with this opportunity.

Indeed, in an area as big as the Europe of 28 and with a population comparable to that of France, I am convinced that our response with regard to the Sahel should, beyond insecure borders, not only address the security aspect, but also place human security and development at its core to ensure that secure borders can enable the movement of goods and people.

In addition to building capacities of border control agencies and strengthening the presence of the State in these areas, we should together support the improvement of interactions with populations so that they own the efforts in the area of security and justice while promoting cross-border trade, which is essential to food security and the income of these populations.

Within the framework of the United Nations Integrated Strategy for the Sahel and in synergy with the ACTS project activities, the UNDP supported its programming concerning field studies with a particular focus on light arms proliferation and the socio-economic dynamics of cross-border communities, as well as the other serious issues affecting the region over the long term. A new project, strategically focused on communities in these sensitive zones, is the result and I am happy that beyond our activities promoting cross-border cooperation, we, as development partners ourselves, can provide an example of a complementary and regional approach, similar to France. »

With a budget of \$3,8 million, the « Border Management and Cross-Border Community Project » supplements a \$20 - million programme financed by Japan that focuses on building peace and strengthening governance and resilience in Burkina Faso, Mali, Mauritania, Niger and Chad.



CRÉATION DE L'INSTITUT DE SÉCURITÉ MARITIME INTERRÉGIONAL (ISMI) EN RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE

La DCSD soutient la montée en puissance du projet ivoirien à vocation inter-régionale d'Institut de sécurité maritime interrégional (ISMI) afin de promouvoir chez les partenaires africains l'approche et la pratique interministérielle des questions de sécurité maritime, dite « Action de l'État en Mer ». Un séminaire s'est tenu en Côte d'Ivoire les 1^{er} et 2 avril 2015, en présence des membres du gouvernement ivoirien concerné et des principaux partenaires identifiés, afin d'en valider les grandes orientations.



CREATION OF THE INTER-REGIONAL MARITIME SECURITY INSTITUTE (ISMI) IN THE REPUBLIC OF CÔTE-D'IVOIRE

Contexte du projet ISMI

Le Golfe de Guinée est un espace maritime stratégique. Les routes maritimes du Golfe de Guinée desservent 90 % du volume des échanges des États de la zone. Ses eaux représentent une réserve de 100 milliards de barils de pétrole et plus d'un million de tonnes de poissons.

Cet espace maritime devient le lieu privilégié des actes illicites en mer, tels que le soutage illicite et le vol de pétrole brut, qui génèrent depuis 2013 une perte estimée à 400 000 barils par jour. Par ailleurs, environ 40 % du stock de poissons pêché dans les eaux de l'Afrique de l'ouest sont issus de la pêche illicite, non réglementée et non déclarée (INN), soit une perte annuelle de plus de 1,5 milliard de dollars pour les États de la zone. Le Golfe de Guinée est également le lien de transit de flux importants de trafics, en particulier des trafics de stupéfiants en provenance d'Amérique latine.

Les États du Golfe de Guinée et leurs partenaires ont ainsi réagi. L'initiative régionale la plus marquante est le Sommet des chefs d'États et de gouvernements de Yaoundé qui a abouti à l'adoption, le 25 juin 2013, d'une Déclaration et d'un Mémoire d'entente sur la sûreté et la sécurité en Afrique de l'ouest et du centre.

Ces deux instruments ont été renforcés par un Code de conduite relatif à la prévention et à la répression des actes de piraterie, des vols à main armée à l'encontre des navires et des activités maritimes illicites en Afrique de l'ouest et du centre.

Cette initiative régionale a été appuyée aux niveaux international (CSNU) et européen ainsi que par la France, via la Déclaration du Sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique, adoptée le 7 décembre 2013.

Ces trois initiatives ont recommandé de mettre l'accent sur la coopération pour le renforcement des capacités des administrations et de toute autre entité privée ou publique ayant des compétences ou des activités en mer.

The DCSD supports the increasingly important Ivorian inter-regional project, the Inter-regional Maritime Security Institute (ISMI), in order to promote in its African partner countries the inter-ministerial practice and approach of maritime security issues called state action at sea. A seminar was held in Côte d'Ivoire on 1 and 2 April 2015 with the Côte d'Ivoire government members concerned and main partners identified in attendance in order to validate the main guidelines.

Context of the ISMI Project

The Gulf of Guinea is a strategic maritime space. Maritime routes of the Gulf of Guinea service 90% of trade of the States in the area. Its waters account for reserves of 100 billion barrels of oil and more than one million tonnes of fish.

This maritime space has become a popular place for illegal acts at sea, such as illegal bunkering and theft of crude oil, which since 2013 has generated an estimated loss of 400,000 barrels a day. Moreover, about 40% of the fish caught in the waters of West Africa come from illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing, which represents an annual loss of more than \$1.5 billion for States in the area. The Gulf of Guinea is also a transit link of considerable trafficking flows, particularly the trafficking of drugs from Latin America.

The Gulf of Guinea States and their partners have therefore taken action.

The most significant regional initiative is the Summit of Heads of State and Government on Maritime Safety and Security in the Gulf of Guinea in Yaoundé, which produced a Declaration and Memorandum of Understanding on Maritime Safety and Security in Central and West Africa on 25 June 2013.

These two instruments were reinforced by a circular with Guidance to ship owners and ship operators, shipmasters and crews on preventing and suppressing acts of piracy and armed robbery against ships, and illegal maritime activities in Central and West Africa.

This regional initiative was supported at international (UNSC) and European levels, as well as by France, via the Declaration of the Elysée Summit for Peace and Security in Africa adopted on 7 December 2013.

These three initiatives recommended focusing on cooperation to build capacities of the administrations and all other private and public entities with competences or activities at sea.

En effet, la question de la formation des personnels civils et militaires en matière de lutte contre les phénomènes d'insécurité maritime est cruciale. Les administrations des États du Golfe de Guinée ne disposent pas toujours des connaissances appropriées pour traiter avec efficacité les problématiques de la sécurité et de la sûreté maritimes, dans une logique de coordination entre les différents services et ministères concernés par cette problématique.

Pour combler ce déficit et pour soutenir les missions du Centre interrégional de coordination (CIC), il est projeté de créer l'Institut de Sécurité maritime interrégional (ISMI) au sein de l'Académie régionale des Sciences et Techniques de la Mer (ARSTM) à Abidjan. L'État ivoirien a d'ailleurs inscrit ce projet dans sa Stratégie nationale de l'action de l'État en mer.

Les grandes orientations retenues lors du séminaire du 1^{er} et 2 avril 2015

De grandes orientations ont été validées, après des débats très construits et parfois animés.

Il a été décidé que le public visé par l'institut serait restreint en matière de niveau (cadres moyens et supérieurs) mais pas en type d'employeur : sont concernées toutes les administrations et entreprises ayant un lien avec le domaine maritime ou ayant à traiter de questions maritimes (par exemple, les magistrats).

Le programme de cours, ambitieux, nécessitera des partenariats universitaires, même si l'ISMI démarrera d'abord par des formations courtes en se servant des expériences combinées du FSP ASECMAR et du programme européen CRIMGO.

Des projets de statut, d'accord multilatéral de création, ainsi qu'une stratégie de financement ont été adoptés.

Les ressources de l'institut proviendront de la subvention de l'État de Côte d'Ivoire, des contributions des pays, organisations internationales et entreprises partenaires.

Les signataires de l'accord multilatéral créant l'ISMI devraient être la Côte d'Ivoire, la France, l'Union européenne, l'Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'ARSTM et le Centre interrégional de coordination ; cet accord restant ouvert à de futures adhésions.

Les prochains rendez-vous clefs du projet seront : la transmission avant fin avril pour validation des actes constitutifs de l'ISMI au Conseil national de sécurité ivoirien ; une table ronde des entreprises partenaires organisée fin juin ; la signature de l'accord multilatéral en août 2015 et enfin, l'ouverture de l'ISMI prévue pour le second semestre 2015.



The issue of training civilian and military staff in tackling maritime security problems is crucial. The administrations of the Gulf of Guinea States do not always possess the appropriate knowledge to deal with the maritime security and safety problems effectively coordinating the different services and ministries concerned by them.

To bridge this gap and to support missions of the Inter-regional Coordination Centre (CIC), there are plans to create an Inter-regional Maritime Security Institute (ISMI) within the Regional Academy of Maritime Science and Technology (ARSTM) in Abidjan. Côte d'Ivoire has also engaged in this project in its National Strategy for State Action at Sea.

The Main Guidelines Determined at the Seminar on April 1st and 2nd of 2015

The major guidelines were validated after very constructive and at times heated debates.

It was decided that the Institute's target audience would be limited when it comes to level (medium and senior officials) but not the type of employer: all administrations and enterprises are concerned that have a connection with the maritime area or that deal with maritime issues (for example, magistrates).

The ambitious course programme will require academic partnerships, even if the ISMI will first start with short training courses using combined priority solidarity funds of ASECMAR and the European programme CRIMGO.

Draft statutes, a draft multilateral agreement and a draft financing strategy were adopted.

Institute resources will come from Côte d'Ivoire government funds and contributions from partner countries, international organizations and enterprises.

Côte d'Ivoire, France, the European Union, the Maritime Organisation of Central and West Africa, ARSTM and the Inter-regional Coordination Centre are expected to sign the multilateral agreement creating the ISMI, which shall remain open to other signatories.

Future key events include: the transmission of the incorporating documents of the ISMI to the Côte d'Ivoire National Security Council by the end of April for validation; a round table for partner enterprises to be held in late June; the signing of the multilateral agreement in August 2015; and finally, the opening of the ISMI expected for the second half-year 2015.

LE G5 SAHEL : NAISSANCE D'UNE COOPÉRATION RÉGIONALE PRAGMATIQUE ORIENTÉE VERS LA DÉFENSE D'INTÉRÊTS COMMUNS

Constitué de grands États aux espaces frontaliers vastes et peu contrôlés, ouverts aux trafics et à la criminalité organisée, le G5 Sahel se veut une réponse pragmatique de ces États aux menaces qui les guettent. Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad ont ainsi sollicité l'appui de la France pour, à la fois, mener ensemble des actions conjointes de sécurité des frontières et mettre en place des structures frontalières à long terme.

Les origines du G5 Sahel : entre développement et sécurité

En novembre 2013, dans le cadre d'une tournée régionale, le ministre français de l'Intérieur de l'époque, Manuel Valls, s'était rendu à Nouakchott. À cette occasion, les ministres de l'Intérieur français et mauritanien avaient signé une Déclaration d'intention relative au développement d'actions de coopération en matière de sécurité intérieure et de gouvernance. Cet accord avait pour objectif en particulier de « développer des initiatives d'envergure régionale et de contribuer à tout projet pertinent de ce type » (en l'occurrence le futur G5 Sahel).

En juillet 2013, les chefs d'état-major des 5 pays s'étaient réunis à Paris avec le chef d'état-major des armées français pour poser les bases d'une coopération militaire directe traitant particulièrement de la sécurité des frontières. Le premier Comité de coordination opérationnelle (CCO), tenu en octobre 2013, a posé les bases d'un calendrier commun permettant de conduire à ce jour 9 opérations conjointes transfrontalières. Le succès de ces opérations repose notamment sur la formation militaire francophone commune qu'ont pu recevoir les cadres de ces opérations, pour la plupart passés par des écoles en France ou des ENVR soutenues par la DCSD.

Forts de ces premières initiatives concrètes dans le domaine de la défense comme de la sécurité intérieure, le 16 février 2014, les présidents de la Mauritanie, du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Tchad se sont réunis à Nouakchott afin de créer le G5 Sahel, enceinte informelle de coopération pour le développement et la sécurité.

En mai 2014, soit trois mois seulement après la création du G5 Sahel et conformément aux recommandations du Sommet de l'Élysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique (décembre 2013), a eu lieu la première Conférence des ministres de l'Intérieur du G5 Sahel, qui ont alors adopté la Déclaration de Nouakchott, portant notamment sur la création d'une plateforme de coopération en matière de sécurité.



THE G5 SAHEL: PRAGMATIC REGIONAL COOPERATION TO DEFEND COMMON INTERESTS

Made up of major States with vast and little controlled border areas, which are open to trafficking and organised crime, the G5 Sahel seeks a pragmatic response of these States to threats facing them. Mauritania, Mali, Niger, Burkina Faso and Chad have thus requested support from France to both conduct joint border security actions and establish long-term border structures.

Origins of G5 Sahel : between Development and Security

In November 2013, while on a regional tour, the French Minister of the Interior at that time, Manuel Valls, visited Nouakchott. On this occasion, the French and Mauritanian Ministers of the Interior signed a Declaration of Intent relating to the development of cooperation actions regarding interior security and governance. This agreement aimed to "develop large-scale regional initiatives and contribute to all relevant projects of this type" (in this case the future G5 Sahel).

In July 2013, the chiefs of staff of five countries met in Paris with the chief of staff of the French armed forces to pave the way for direct military cooperation addressing border security in particular. The first Operational Coordination Committee meeting held in October 2013 laid the foundations for a joint timetable which to date has produced nine joint cross-border operations. The success of these operations is based on joint Francophone military training that senior officers of these operations were able to receive as most had attended schools in France or ENVRs supported by the DCSD.

Building on the experience of these initial concrete initiatives in the area of defence and interior security, the 16 February 2014, the Presidents of Mauritania, Burkina Faso, Mali, Niger and Chad met in Nouakchott to create the G5 Sahel, an informal body for development and security cooperation.

In May 2014, just three months after the G5 Sahel was created and in line with the recommendations of the Elysée Summit for Peace and Security in Africa (December 2013), the first conference for G5 Sahel interior ministers was held, where the Nouakchott Declaration was adopted concerning the creation of a cooperation platform in the area of security.

Surtout, le 19 décembre 2014, les Chefs d'État ont signé la Convention portant création du G5 Sahel : d'enceinte informelle, leur association devenait ainsi une véritable organisation régionale, dotée d'une personnalité politique et juridique, en mesure de signer des accords entre les États et avec leurs partenaires. M. Najim El Hadj Mohamed, de nationalité nigérienne, a été désigné secrétaire permanent de l'organisation ; il a pris ses fonctions en janvier 2015 au siège de l'organisation à Nouakchott.

La réunion des points focaux de la plateforme en matière de sécurité du 9 au 12 mars 2015 à Nouakchott

Cofinancée par la France et la Délégation de l'Union européenne à Nouakchott, la réunion des points focaux de la plateforme de coopération en matière de sécurité du G5 Sahel a permis d'aboutir aux recommandations formulées par les coordonnateurs nationaux, parmi lesquelles on peut citer :

- l'échange sécurisé d'informations à caractère opérationnel ;
- la création d'un centre d'études stratégiques chargé de définir la stratégie du G5 dans le domaine sécuritaire ;
- la coordination régionale des points focaux nationaux assurée dans un premier temps par la Mauritanie ;
- la mise en place de programmes de formation ad hoc, en étroite coopération avec le collège sahélien de sécurité auquel les pays membres du G5 Sahel encore non-membres ont été incités à adhérer.

Les perspectives

Désireux que « les choses avancent et que chacun prenne ses responsabilités », les États du G5 Sahel ont montré leur aptitude à monter en quelques mois une organisation internationale qui se structure autour des quatre axes d'intervention que sont les infrastructures, la gouvernance, la résilience et la paix et la sécurité. Loin d'être une « initiative de plus », cette organisation dont la vocation est bien de traduire concrètement le concept d'approche globale présente déjà un bilan effectif dans les domaines de la défense et de la sécurité intérieure. Ce bilan lui offre une crédibilité dont peuvent tenir compte les acteurs de la coopération au développement. Pour sa part, la France a su mettre en œuvre une approche globale et coordonnée pour soutenir les ambitions du G5 Sahel dans un domaine sécuritaire, qui relève autant des acteurs de la Défense que de l'Intérieur.

D'ici la fin de l'année, le secrétaire permanent souhaite organiser la première réunion du Comité de Défense et de Sécurité en présence des ministres concernés ainsi que des chefs des forces de sécurité intérieure et des armées. Il compte également y inviter le chef de la force Barkhane.

Above all, on 19 December 2014, the Heads of State signed the agreement on the creation of the G5 Sahel: an informal group, their association became a veritable regional organisation with a political and legal personality, able to sign agreements between States and with their partners. Najim El Hadj Mohamed, from Niger, was appointed the permanent secretary of the organisation. He took up his duties in January 2015 at the headquarters of the organisation in Nouakchott.

The Meeting of Focal Points of the Platform Concerning Security from 9 to 12 March in Nouakchott

At the meeting of the focal points of the cooperation platform concerning security of the G5 Sahel, co-financed by France and the European Union Delegation in Nouakchott, national coordinators were able to issue recommendations concerning:

- the secure exchange of operational information;
- the creation of a centre of strategic studies responsible for defining the strategy of the G5 in the area of security;
- the regional coordination of national focal points ensured initially by Mauritania;
- the establishment of ad hoc training programmes in close cooperation with the Sahel Security College, which G5 Sahel member countries who were not yet member countries were encouraged to join.

Future Outlook

Aiming to see "things advance and everyone shoulder their responsibilities", the G5 Sahel countries have shown their ability to set up an international organisation in just a few months that is organised around its four areas of intervention: infrastructures, governance, resilience and peace and security. Far from being just "another initiative", this organisation whose vocation is to express in concrete terms the concept of a global approach already provides an effective assessment in the areas of defence and interior security. This assessment offers credibility which takes development cooperation stakeholders into account. France has been able to implement a global and coordinated approach to support G5 Sahel ambitions in the area of security involving defence as well as interior players.

By the end of 2015, the permanent secretary would like to see the first defence and security committee meeting be held with the ministers concerned with the heads of interior security forces and armed forces attending. He would also like to invite the head of the Operation Barkhane force.



ENJEUX DE COOPÉRATION EN ASIE

Dans cette région du monde, les enjeux sont multiples pour la coopération française : participer à la stabilité régionale, aider ces pays quant à la formation aux missions de maintien de la paix, soutenir la réorganisation de leur système de défense et de sécurité et renforcer la diplomatie économique française.

Dans cette zone non francophone, l'un des piliers d'une coopération structurelle efficiente est l'enseignement du français. Avec près de 540 000 € et la mise en place de 15 intervenants en FLE (Français Langue Étrangère) déployés dans une vingtaine de pays, la DCSD permet à des officiers, policiers et gendarmes d'accéder aux écoles françaises dans les meilleures conditions. C'est un véritable processus qui s'inscrit sur le long terme.

La Malaisie : un exemple de coopération et de diplomatie économique

En 2008, la Malaisie décide d'acheter deux sous-marins Scorpène. En accompagnement de ce programme d'acquisition, la DCSD propose au pays partenaire l'expertise dans le domaine de la doctrine d'emploi de 2 officiers de marine, au titre de la coopération.

Plus récemment, la Malaisie a acquis 4 avions de transport A400M, augmentant ainsi ses capacités de transport permettant de jouer un rôle primordial dans les missions de secours humanitaires pour l'ASEAN (Association of South East Asean Nations). Il était donc essentiel pour la DCSD d'accompagner le partenaire par la mise en place dès l'été 2015 d'un coopérant aviateur, spécialiste de la maintenance aéronautique, et chargé de structurer l'escadron dans le domaine du maintien en condition opérationnelle de ce type d'aéronef.

Le Cambodge et le soutien français dans la formation aux opérations de maintien de la Paix (OMP)

Très valorisant sur la scène internationale, les OMP permettent aux pays engagés de moderniser leurs forces armées tout en participant à la sécurité dans le monde. Au Cambodge, deux officiers supérieurs français sont en place pour l'appui au commandement et à l'organisation des armées et en tant que conseillers du directeur général du centre OMP à Oudong, le NPMEC (*National Center for Peacekeeping Forces, Mines, and Explosive Remnants of War Clearance*).

Depuis quelques années, le Cambodge s'attache à faire évoluer le NPMEC en véritable centre régional, avec la participation de stagiaires du Bangladesh, de l'Indonésie, de la Mongolie, de la Thaïlande et du Vietnam. Dans ce cadre, la DCSD a appuyé les missions d'information, via nos coopérants basés au Cambodge et en Indonésie (centre de SENTUL), en Malaisie (Port Dickson) ou encore au Vietnam. Enfin, cette année, pour la seconde fois, une formation par des instructeurs de l'École de maintien de la paix de Bamako va être réalisée à Oudong, véritable ouverture sur l'Afrique, dans la logique d'un renforcement de la coopération sud-sud.



COOPERATION CHALLENGES IN ASIA

In this region of the world, French cooperation faces many challenges: participating in regional stability, helping these countries with regard to training peacekeeping missions, supporting the re-organisation of their defence and security system and strengthening French economic diplomacy.

In this non-Francophone area, one of the pillars of efficient cooperation is teaching the French language. With nearly €540,000 and 15 teachers teaching French as a foreign language working in some 20 countries, the DCSD enables military, police and gendarme officers to attend French schools in the best conditions. It is a genuine long-term process.

Malaysia: an Example of Economic Diplomacy Cooperation

In 2008, Malaysia decided to buy two Scorpène-class submarines. In addition to this acquisition programme, the DCSD provides the partner country with expertise in the area of the doctrine of use of two marine officers as part of cooperation.

More recently, Malaysia acquired four A400M transport planes, thus increasing its transport capacities so that it can play an essential role in humanitarian relief missions for the Association of South East Asian Nations (ASEAN).

It was therefore essential for the DCSD to accompany this partner with a cooperation air officer, a specialist in aeronautic maintenance, and in charge of organising the squadron in the area of servicing this type of aircraft in operational condition.

Cambodia: French Support in Training for Peacekeeping Operations (PKO)

Very rewarding on the international scene, PKOs enable countries to modernise their armed forces while participating in security throughout the world. In Cambodia, two senior French officers are working to support the command and organisation of the armed forces and as advisors to the Director-General of the National Center for Peacekeeping Forces, Mines, and Explosive Remnants of War Clearance (NPMEC) in Oudong.

For several years, Cambodia has been trying to turn the NPMEC into a genuine regional centre with the participation of trainees in Bangladesh, Indonesia, Mongolia, Thailand and Vietnam. In this regard, the DCSD has supported information missions via our cooperation workers based in Cambodia and Indonesia (centre of Sentul) and in Malaysia (Port Dickson) or even Vietnam. Lastly, this year, for the second time, training by instructors of the Peacekeeping School in Bamako is going to be conducted in Oudong, genuinely opening up to Africa, to help build South-South cooperation.

DCSD ET SOUTIEN AUX ENTREPRISES : CRÉATION DE LA SLE

La DCSD, en se dotant en novembre 2014 d'une nouvelle entité, la « Section Liaison Entreprises (SLE) », assure désormais avec efficacité sa mission de soutien aux entreprises.

La SLE s'est structurée en deux pôles pour pouvoir conduire de front et simultanément cette nouvelle orientation tout en offrant un traitement différencié à ses interlocuteurs.

– Le premier, le « Pôle entreprises », est animé par le lieutenant-colonel Gilles Burel, par ailleurs chef du bureau logistique. Ce pôle a pour mission de soutenir au plus près les micro-entreprises ou « très petites entreprises » (TPE), les petites et les moyennes entreprises (PME) ainsi que les entreprises de taille intermédiaire (ETI).

– Le deuxième pôle, conduit par le capitaine de frégate Vincent de Crayencour, chargé de mission auprès du directeur, en lien avec les institutionnels et les grandes entreprises (GE).

Le bilan après 5 mois d'existence est particulièrement encourageant. La SLE a multiplié les rencontres « B2B » avec plus de 200 sociétés. Elle a par ailleurs rencontré la plupart des institutionnels et la majeure partie des grands groupes, des pôles sectoriels de compétitivité et des groupements d'industriels du secteur défense et sécurité.

S'appuyant sur le réseau des attachés de défense, des attachés de sécurité intérieure voire des coopérants, la SLE a permis à plusieurs sociétés d'avoir confirmation d'informations parcelaires quant à un besoin de matériels dans leur périmètre et leur a également permis de voir leurs devis déposés auprès des plus hautes autorités de certains États du continent africain. À l'inverse, la SLE a transmis aux sociétés intéressées les besoins particuliers émis par certains États en matière d'achats de matériels.

La SLE dispose désormais d'un classeur « référentiel entreprises » regroupant les fiches synthétiques individuelles de présentation d'une centaine de sociétés françaises du secteur sécurité défense. Elle finalise enfin la signature d'un pacte de coopération (contrat de partenariat public-privé appliqué à la coopération de sécurité de défense) avec plusieurs grandes entreprises.



DCSD AND SUPPORT TO ENTERPRISES: CREATION OF THE SLE

In November 2014, the DCSD created a new department, the "Section Liaison Entreprises (SLE)", which efficiently provides support to enterprises.

The SLE has two components so that it can simultaneously spearhead efforts to move in this new direction and provide differentiated treatment to enterprises.

- The first "enterprise" component is headed by the Lieutenant Colonel Gilles, who is the head of the logistics bureau. It aims to support microenterprises or very small enterprises (VSE), small and medium-sized enterprises (SME) and intermediate-sized enterprises (ISE).

- The second component is headed by Vincent de Crayencour, special assistant to the director, in connection with institutional players and large enterprises (LE).

After five months, an assessment of the department has been particularly encouraging. The SLE has increased its "B2B" meetings with over 200 companies. It has met with most institutional players and large groups, sector-based competitive clusters and industrial groupings in the defence and security sector.

With a network of defence attachés, interior security attachés and cooperation workers, the SLE has helped several companies obtain confirmation of piecemeal information about needs for materials in their area or helped them see their estimates submitted to the highest authorities of certain countries in Africa. Conversely, the SLE has transmitted to certain companies with a need to know information about specific needs expressed by certain countries regarding purchases of materials.

The SLE has compiled an "enterprise reference file" with individual summaries of approximately one hundred French companies in the defence and security sector. Lastly, it is finalising the signature of a cooperation agreement with several large enterprises.

LA COOPÉRATION DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE DU XXI^E SIÈCLE

Le XXI^e siècle s'ouvre sur des bouleversements inédits dans l'histoire de l'humanité. Les outils d'analyse prospective font largement défaut pour anticiper des évolutions qui, à bien des égards, restent indéchiffrables. Les utopies contraires du choc des civilisations et de la fin de l'Histoire ne doivent pas leur succès à leur valeur prédictive (aucune d'elle ne se réalisera), mais au fait qu'elles sont vraies ensemble : le XXI^e siècle tracera certainement son chemin entre des mouvements contraires d'intégration et de fragmentation des sociétés humaines. Cela ne suffit pas à prédire l'avenir : on tentera d'esquisser ici, prudemment, des tendances nouvelles qui s'annoncent comme déterminantes pour l'avenir de la coopération de sécurité et de défense.

Une coopération plus globale pour des risques systémiques ?

D'ici 2040, la population planétaire devrait croître de 25 % pour atteindre près de 9 milliards d'habitants. 65 % d'entre eux seront des citadins. Les sociétés humaines auront atteint un niveau d'interconnexion et d'interdépendance inédit. L'ouverture des frontières, la mobilité des capitaux et de la main-d'œuvre, l'explosion des flux immatériels, est un facteur de croissance, mais aussi de risque : une société technologiquement intégrée devient centralement vulnérable. On sait désormais que de grandes pandémies provoquent des congestions massives du trafic aérien, des fermetures de frontières, des mouvements de population, des pertes de croissance. La notion de « risque systémique », issu du monde de la finance, semble pouvoir caractériser tous les phénomènes inscrits dans la mondialisation. La sécurité devient multifactorielle : elle sera de moins en moins réductible à des capacités (militaires, policières), à des « piliers » (sécurité, développement...) ou à un territoire (intérieur, extérieur). Elle se restructurera probablement autour de trois familles de métiers : les métiers de proximité, les métiers de surveillance de réseaux (légaux ou illégaux) et les métiers robustes (couverture des espaces, projection, intervention, interception). Une différence notable devrait apparaître entre la surveillance des espaces accessibles aux technologies centralisées, et celle des espaces « opaques », où l'investigation humaine restera nécessaire.



SECURITY AND DEFENCE COOPERATION IN THE 21ST CENTURY

The start of the 21st century has seen unprecedented upheavals in the history of humanity. For the most part, forecasting tools are not able to anticipate evolutions that in many respects remain impossible to decipher. The opposing utopias of the Clash of Civilisations and the End of History do not owe their success to their ability to predict (neither of them will happen), but to the fact that they are true together: the 21st century will most likely forge its path somewhere between the opposing movements of integration and fragmentation of human societies. There is not enough information to predict the future but we will cautiously attempt to outline the new trends that could be decisive for the future of security and defence cooperation.

More Global Cooperation to Address Systemic Risks?

By 2040, the world population is expected to increase by 25% to reach nearly 9 billion. An estimated 65% of people will live in cities. Human societies will have reached an unprecedented level of interconnection and interdependence. The opening of borders, the mobility of capital and labour and the explosion of immaterial flows are factors for growth but also for risk: a technologically integrated society becomes centrally vulnerable. We now know that major pandemics cause massive air traffic congestion, border closings, population movements and losses in terms of growth. The notion of "systemic risk" from the financial realm seems appropriate to describe all the changes brought about by globalisation. Security becomes multifaceted: it will be less and less limited to capabilities (military, police), to "pillars" (security, development, etc.) or to a territory (interior, exterior). It will most likely be structured around three types of work: local work, legal and illegal network surveillance work and robust work (coverage of areas, forecasting, intervention, interception). A notable difference is expected to emerge between the surveillance of areas accessible to centralised technologies and those of "opaque" areas, where human investigation will still be required.

À l'horizon 2030, les interdépendances et les défis globaux pourraient déboucher sur une demande accrue de coopération dans les domaines où l'outil de sécurité doit concourir à des réglementations globales, adossées à des instruments multinationaux (qui ne seront pas forcément multilatéraux). La dimension technologique, interministérielle et internationale semble promise à se renforcer.



Les normes attachées à la sécurité : vers des « géocultures » ?

D'ici 2040, la Chine et l'Inde seront respectivement les 1^{re} et 3^e puissances économiques planétaires. Les émergents représenteront 60 % du PIB mondial, et les économies

des sept premiers (Chine, Inde, Brésil, Russie, Mexique, Turquie, Indonésie) représenteront le double de celles du G7 au tournant du siècle. Leur résistance à la crise tend à légitimer des modèles plus interventionnistes (un véritable « capitalisme d'État » dans le cas de la Chine) en contrepoint du dogme occidental de l'économie autorégulée. Si les idéaux démocratiques semblent promis à s'étendre – malgré de possibles reflux –, il n'est pas certain que le monde s'unifie autour de conceptions partagées des droits humains, des modèles de société et de développement. De nouveaux pôles régionaux, de nouvelles alliances pragmatiques pourraient voir le jour autour d'affinités culturelles et linguistiques, sur fond de revanche contre l'arrogance occidentale. Le *Common Law* (droit coutumier) qui était au cœur des conceptions libérales anglo-saxonnes et qui véhiculait une conception particulière de la démocratie libérale, sera relativisé, sinon contesté. Cette évolution pourrait profiter aux États francophones : dès 1993, l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) avait entrepris d'imposer un droit des affaires d'inspiration française, s'opposant ainsi au *Common Law* – pour sécuriser les investissements sur le continent africain. La dualité des deux traditions juridiques recoupe celle des systèmes de sécurité : il n'existe pas d'armées ou de polices nationales dans les pays de *Common Law*. L'espace francophone pourrait avoir, dans le futur, son approche particulière des questions de sécurité et de développement.

Les prochaines décennies pourraient voir advenir une recomposition du monde en espaces « géoculturels » plus ou moins différenciés. L'espace francophone (750 millions de locuteurs en 2050) pourrait acquérir une identité stratégique singulière. Il semble être le cadre de référence pertinent pour la coopération française dans le jeu de la mondialisation.

By 2030, global challenges and interdependencies could cause an increased demand for cooperation in the areas where the use of security must contribute to global regulations, backed by multinational instruments (which will not necessarily be multilateral). The technological, inter-ministerial and international dimension is likely to be reinforced.

Security Standards: a Move Towards "Geocultures"?

By 2040, China and India will be the first and third leading global powers respectively. Emerging countries account for 60% of the world's GDP, and the economies of the leading seven (China, India, Brazil, Russia, Mexico, Turkey and Indonesia) will be twice the size of the economies of the G7 at the turn of the century. Their resistance to crisis tends to legitimise the most interventionist models (a genuine "State capitalism" in the case of China) as opposed to the Western dogma of a self-regulated economy. Although democratic ideas will most likely spread—despite occasional steps backwards—, it is not certain that the world will unite around shared ideas of human rights and models for society and development. New regional hubs and new pragmatic alliances could be created around cultural and language-based affinities, possibly as a way of retaliating against Western arrogance. Common law at the core of liberal Anglo-Saxon ideas that generated a specific conception of liberal democracy will be weakened, if not challenged.



This evolution could benefit Francophone countries: in 1993, the Organization for the Harmonization of Business Law in Africa (OHADA) decided to introduce French-based business law as opposed to common law to secure investments in Africa. The duality of the two legal traditions coincides with the duality of the security systems: there are no national police forces or armies in common law countries. In the future, the Francophone area could have its own specific approach to security and development issues.

In the decades to come, the world could be divided into "geocultural" areas that are differentiated to varying degrees. The Francophone area (with 750 million French speakers in 2050) could develop a singular strategic identity. It seems to be a relevant frame of reference for French cooperation when it comes to globalisation.





VOS CONTACTS

DIRECTION

Marin GILLIER (VAE (M))

Directeur de la coopération de sécurité et de défense
Tél. 01.43.17.88.20

**Thierry VANKERK-HOVEN**

Directeur Adjoint
Tél. 01.43.17.88.22



CHARGÉS DE MISSION

Jean-Baptiste TROUCHE (CC (M))

Contrôle de gestion
Tél. 01.43.17.83.75

**Caryl TALMA (CDT (T))**

Communication
Tél. 01.43.17.93.04

**Vincent de CRAYENCOUR (CF (M))**

Conseil et prospective / section liaison entreprises / Colloques et accords
Tél. 01.43.17.99.32

**Philippe SEIGNEURIN**

Chef du bureau Colloques et accords
Tél. 01.43.17.97.69



BUREAUX SPÉCIALISÉS

Serge MULLER

Chef du Bureau des Survols et Escales navales
Tél. 01.43.17.87.50

**Florent PRIEUR**

Bureau des Survols et Escales navales
Tél. 01.43.17.99.57

**Yoann CHAZALET**

Bureau des Survols et Escales navales
Tél. 01.43.17.80.52



SECRETARIAT

Véronique SECO (ADC (T))

Chef du secrétariat
Tél. 01.43.17.94.24

**Régis GIARETTA (CCH (T))**

Tél. 01.43.17.88.37

**Benoît WISHAAPT (CCH (T))**

Tél. 01.43.17.88.36



AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Bertrand de REBOUL (COL (T))

Sous-directeur
Tél. 01.43.17.81.42

**Christian PIOT (COL (T))**

Pays sahélo-sahariens
Tél. 01.43.17.94.04

**Xavier CHATILLON (LCL (G))**

Afrique australe et de l'Est/ Océan indien
Tél. 01.43.17.93.86

**Pierre de SOLAGES (LCL (T))**

Afrique de l'Ouest (pays côtier)
Tél. 01.43.17.88.32

**Tanguy EON DUVAL (LCL (T))**

Afrique centrale
Tél. 01.43.17.82.42



MONDE

Erwan de GOUVELLO

Sous-directeur
Tél. 01.43.17.94.22

**Daniel COURSIN (COL (T))**

Asie (hors Asie centrale)
Tél. 01.43.17.80.55

**Christian QUEFFELEC (CF (M))**

Maghreb / Égypte / Amérique latine
Tél. 01.43.17.83.20

**Frédéric MELMOUX (LCL (A))**

Moyen-Orient
Tél. 01.43.17.88.85

**Philippe BOCQUET (LCL (A))**

Europe/Caucase/Asie centrale
Tél. 01.43.17.81.17



QUESTIONS MULTILATÉRALES ET SECTORIELLES

Pascale TRIMBACH-ROGNON

Sous-directrice
Tél. 01.43.17.82.91

**Jena-Philippe ROTH (COM DIV (P))**

Coopération technique/ sécurité intérieure
Tél. 01.43.17.68.11

**Jacques MASSON (CDT (P))**

Coopération technique/ sécurité intérieure
Tél. 01.43.17.68.20

**Pierre MARIE-JEANNE (COL (T))**

Protection civile/Déminage
Tél. 01.43.17.54.59

**Agathe VASSELIN (CRC2 (M))**

Sécurité maritime/ soutien à la paix/G8
Tél. 01.43.17.61.11

**Jean-Michel BLAUDEZ (LCL (G))**

Conseiller gendarmerie/EIFORCES/ CPPJ
Tél. 01.43.17.65.45

**Nora ZELAZLI (CF (M))**

Appui aux OR africaines/ coopération internationales en Afrique Partenariats UE - Afrique/OMP/ONU
Tél. 01.43.17.80.68



MOYENS

Hervé-Dominique BRODA (COL (T))

Sous-directeur
Tél. 01.43.17.81.43

**Alain JOLY (CRC1 (A))**

Chef de Bureau Juridique et Finances
Tél. 01.43.17.97.80

**Eric JOSSET (LCL (T))**

Chef de Bureau Personnels
Tél. 01.43.17.97.85

**Karim SAA (LCL (T))**

Chef de Bureau Formation et Stages
Tél. 01.43.17.81.34

**Gilles BUREL (LCL (T))**

Chef de Bureau Logistique/ section liaison entreprises
Tél. 01.43.17.81.90



DIRECTION DE LA COOPÉRATION DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE

Adresse : 57, boulevard des Invalides - 75007 Paris

Site internet : www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense